

La Tribune



SHERBROOKE

LEADER DE L'INFORMATION REGIONALE

www.cyberpresse.ca

95e année, no 76

CONGÉS PARENTAUX: Ottawa et Québec s'entendent B1

Libéraux: Béchard veut quitter «l'opposition stérile»

A3

Saargummi coupe 394 emplois



Jean-François Gagnon

jean-francois.gagnon@latribune.qc.ca
MAGOG

Saargummi Québec a pris bien des gens par surprise, hier après-midi, en annonçant une restructuration

plus importante qu'anticipé: elle supprimera 394 emplois dans ses cinq usines de Magog et transférera ses quelque 200 travailleurs oeuvrant à Sherbrooke vers ses unités de production magogoises.

Les mises à pied s'effectueront entre les mois de septembre et décembre prochain. Elle feront passer le nombre d'employés de Saargummi dans la région d'environ 1500 travailleurs à 1100.

Cette restructuration chez Saargummi ne touche par contre pas les autres

composantes de cette multinationale, dont les usines installées dans huit pays, Brésil, Allemagne, Inde et Espagne entre autres, qui emploient pas moins de 4000 travailleurs.

Croissance rapide

Selon le directeur des ressources humaines de l'entreprise, Daniel Samson, Saargummi Québec a simplement été victime de son succès. «Nous avons vécu une

croissance très rapide dans les dernières années qui a fait grimper notre nombre d'employés en flèche, explique-t-il. Ça a eu certaines conséquences négatives.»

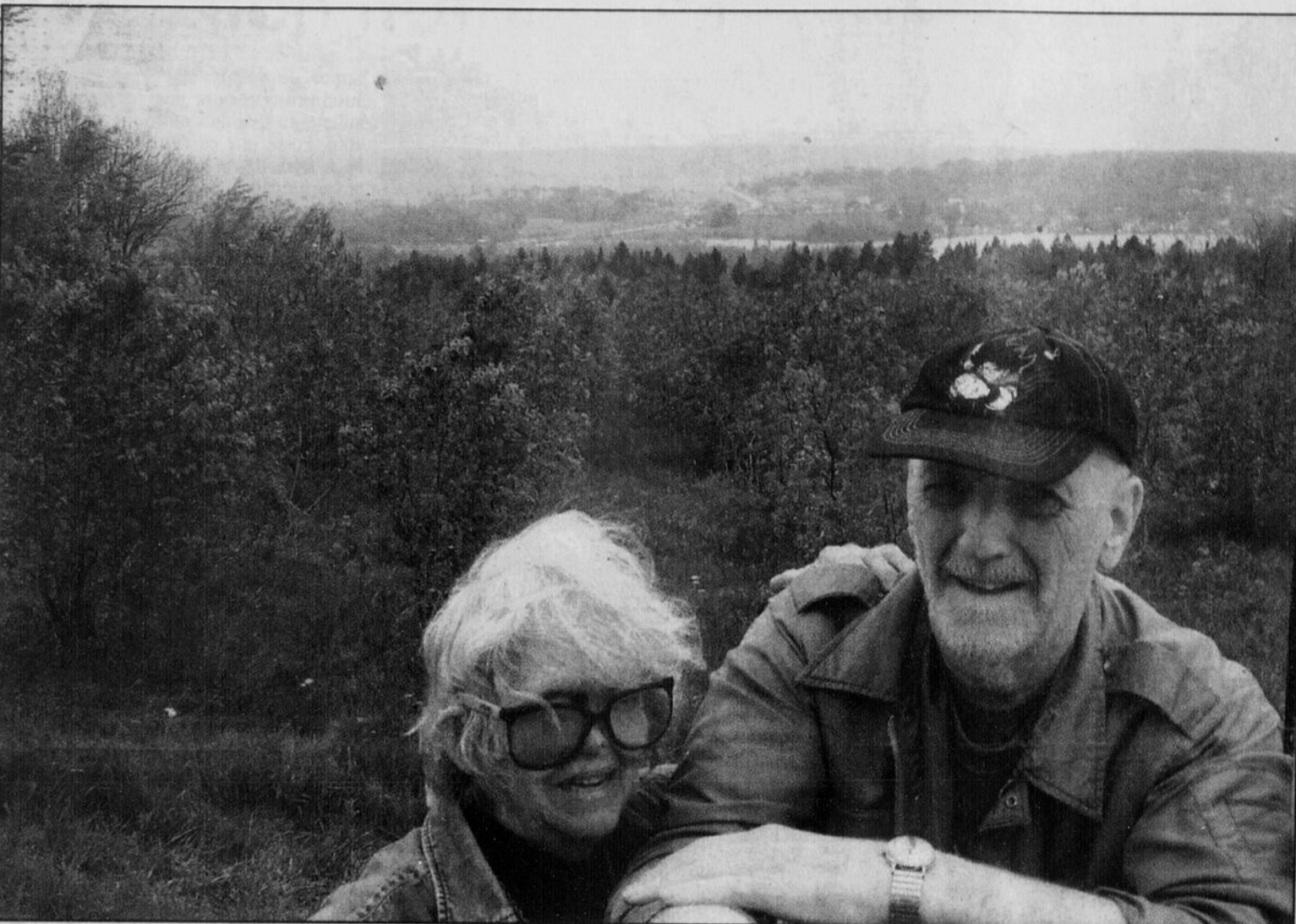
La principale de ces conséquences néfastes aurait été l'amoindrissement de la qualité des produits manufacturés par ce fabricant de joints d'étanchéité pour automobiles, ce qui l'aurait même empêché de soumissionner pour l'obtention de contrats.

«Mais nous avons remonté la pente à ce niveau pendant les dernières années, insiste Daniel Samson. Par exemple, nous avons reçu des prix pour la qualité de nos produits plus récemment.»

D'ailleurs, l'obtention d'un contrat avec le fabricant automobile Daimler-Chrysler, au cours des derniers mois, laisserait voir aux dirigeants de Saargummi Québec un avenir plus rose.

Voir Saargummi coupe en page A2

Ils veulent partager leur passion des lilas



Madeleine et Jacques Darche ont une passion peu commune, les lilas, comme on peut le constater dans leurs champs de Sainte-Catherine-de-Hatley. La Tribune, Mario Goupil

200 000 fleurs à donner



Mario Goupil

mario.goupil@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

À New York, où elle était de passage en fin de semaine dernière, la fille de Madeleine et Jacques Darche s'est vu offrir quatre fleurs de lilas pour 8 \$ US par une fleuriste de la rue. Elle a poliment décliné l'offre, non sans avoir une bonne pensée pour ses parents qui, eux, auront quelque 200 000 fleurs de lilas à offrir gratuitement à la population à compter d'aujourd'hui.

Il y a 20 ans, Madeleine et Jacques Darche ont eu un moment de douce folie. Ce n'était pas leur premier et encore moins leur dernier, se plaisent-ils à rappeler, citant en exemple ce voyage de deux semaines qu'ils s'étaient offert en Martinique en 1968, en compagnie de leurs cinq plus jeunes enfants, grâce à la bourse de 1000 \$ que Jacques avait remportée lors d'un concours national de photographie organisé dans le cadre de l'Expo 67, à Montréal. À cette époque, il a été photographé à la pige à La Tribune.

Amoureux de la fleur et du parfum du lilas, le couple décidait donc cette fois, en

1984, de planter en trois étapes 2000 petits arbres de lilas mauves, de type *syringa vulgaris*, au beau milieu des 105 acres de terrain qu'il possède et qui se trouvent tout juste derrière leur résidence, en plein coeur du village de Sainte-Catherine-de-Hatley. Non seulement allaient-ils un jour pouvoir humer cette merveilleuse odeur parfumée poussée par les vents dominants en provenance de l'ouest, mais le couple ambitionnait à l'époque, et encore aujourd'hui, de pouvoir approvisionner en 2020 un développeur domiciliaire en arbres décoratifs devenus matures.

«Mais M. Darche, vous aurez 92 ans en 2020... lui ai-je fait remarquer.

«Et puis? Dans la vie, il est important d'avoir des objectifs, des rêves. À 92 ans, c'est l'âge auquel je vais commencer à prendre ma retraite... m'a-t-il répondu.

M. Darche glisse au même moment sous mes yeux une feuille sur laquelle on peut lire ce qu'il considère comme son motto. La réflexion appartient à Rick Hansen, un ex-athlète en fauteuil roulant qui a déjà effectué un périple autour du monde: «Si vous croyez en votre rêve et avez le courage d'essayer, de grandes choses peuvent être accomplies...»

Il faut savoir que Jacques Darche est lui-même handicapé depuis l'âge de 27 ans. Victime de la poliomyélite, le jeune père de famille a notamment perdu l'usage de ses jambes. Il avait alors trois

enfants. Madeleine et lui auront finalement sept enfants.

Hommes d'affaires averti, épaulé constamment par son épouse, Jacques Darche dit ne s'être jamais révolté malgré la maladie qui l'a si cruellement éprouvé. «Je n'ai jamais vu la vie de façon négative», dit-il.

Depuis trois ans, il est confiné à un fauteuil roulant. Auparavant, il pouvait se déplacer avec des béquilles. C'est donc à bord d'une camionnette adaptée que Madeleine et lui doivent se rendre au champ veiller sur leurs fleurs.

- 0 - 0 - 0 -

Nous voici en 2004, et au cours des prochains jours, il sera quasiment possible de se rendre chez les Darche rien qu'en suivant l'odeur du parfum qui se dégage de leurs 2000 arbres de lilas.

Depuis cinq ans, les trois plantations que le couple possède exigent une attention particulière. Les Darche doivent voir, en effet, à éliminer les fleurs de lilas pour les empêcher de produire des graines, et ainsi permettre une meilleure production l'année suivante.

En 1999, à la suggestion d'un ami, Denis Duchesne, qui s'est porté volontaire avec quelques copains, il a donc été décidé d'offrir gratuitement ces fleurs de lilas fraîchement cueillies plutôt que de les laisser tomber sur le sol. Depuis, les lilas cueillis chez les Darche viennent ensoleiller les journées de personnes hospitalisées ou demeurant dans des résidences pour personnes âgées.

Jusqu'à l'an dernier, Madeleine et Jacques se chargeaient eux-mêmes des livraisons à Sherbrooke, ce qu'ils ne sont plus en mesure de faire maintenant.

Même si d'autres bénévoles se sont ajoutés ces dernières années et que des bouquets de lilas en provenance de Sainte-Catherine-de-Hatley font la joie de personnes malades ou âgées jusqu'à Granby, et même à Montréal, quelques heures après avoir été cueillis, l'offre de lilas demeure toujours plus forte que la demande.

«Seulement 10 à 15 pour cent de nos lilas trouvent preneur. Les autres vont sur le sol», déplore Jacques Darche.

Alors, si le coeur vous en dit, vous pouvez aller cueillir vos propres bouquets de lilas dans les champs des Darche, au 20 Grande-Rue, à Sainte-Catherine-de-Hatley. C'est juste en face de l'église.

Madeleine et Jacques vous demandent de vous y présenter

Voir 200 000 fleurs en page A2

Serge Turgeon meurt d'un malaise cardiaque

La police l'interrogeait

Nicolas Bérubé
MONTREAL

L'homme de théâtre Serge Turgeon est décédé hier en fin d'après-midi. M. Turgeon a été victime d'un malaise cardiaque alors qu'il rencontrait des enquêteurs du Service de police de la ville de Montréal relativement à la mort d'une connaissance, Monique Gravel, retrouvée sans vie le mois dernier. M. Turgeon était âgé de 58 ans.

À 15h20 hier, M. Turgeon s'est présenté au bureau des enquêtes criminelles de la police de Montréal, situé Place Versailles. Il avait rendez-vous comme témoin avec les enquêteurs de la section des homicides, qui voulaient discuter de la mort de Monique Gravel, une connaissance de M. Turgeon. Mme Gravel a été assassinée dans sa maison de l'arrondissement de Saint-Laurent durant la fin de semaine du 24 avril dernier.

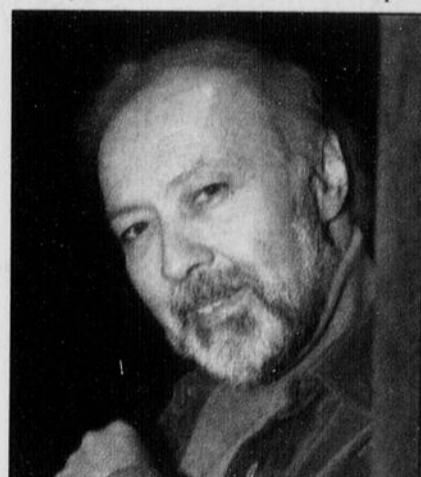
Vers 15h45, M. Turgeon a été victime d'un malaise alors qu'il venait d'entamer sa rencontre avec les enquêteurs. Il demande alors d'aller aux toilettes, pour ensuite revenir continuer l'interrogatoire. Il perd connaissance peu après. Les policiers tentent des manoeuvres de réanimation, puis alertent Urgences Santé. M. Turgeon est transporté à l'hôpital, où son décès est constaté.

Monique Gravel, enseignante au département de techniques de soins infirmiers au cégep de Saint-Laurent, a été assassinée le mois dernier à son domicile. Son corps a été retrouvé dans sa chambre par sa fille de 15 ans, le 25 avril vers 19h. L'adolescente et son frère de 13 ans rentraient d'un week-end chez leur père, divorcé de leur mère depuis

la fin de l'année dernière. Après avoir découvert le corps, les adolescents se sont réfugiés chez des voisins qui ont alerté les policiers.

Malgré des marques de violence et de traces de sang sur le corps, les policiers affirmaient n'avoir aucun suspect, ni mobile du crime en vue.

Marié en secondes noces, M. Serge Turgeon Turgeon laisse dans le deuil quatre enfants. C'est la Sûreté du Québec qui mène l'enquête sur son décès.



Une carrière remplie

Pour beaucoup, Serge Turgeon restera à jamais le fils de la riche héritière des *Belles histoires des pays d'en haut*. Un gentleman-farmer à la bonté indéfectible à l'endroit de ses gens, éternel célibataire élevé dans le velours.

Mais le comédien mort subitement hier à l'âge de 58 ans avait bien d'autres cordes à son arc. Il fut président de l'Union des artistes pendant 12 ans, tint de nombreux rôles sur la scène et venait tout juste de prendre la direction exclusive du Théâtre du Rideau Vert, où il avait été embauché comme directeur général de l'établissement.

À la télévision, l'homme apparaissait massif et impressionnant. Ceux qui ont regardé *Rue des Pignons*, *Terre humaine*, *Entre chien et loup*, *Robert et compagnie* et plusieurs autres téléromans s'en souviennent.

Il avait eu quatre pontages il y a quelques années.

Souverainiste convaincu - il a été nommé Patriote de l'année en 1990 -, M. Turgeon a néanmoins été fait membre de l'Ordre du Canada en janvier dernier, en raison de son engagement dans la promotion de la vie culturelle et artistique. En 2003, c'est l'Ordre de la Pléiade qu'il recevait, pour sa contribution exceptionnelle à l'essor de la francophonie.

Avec la collaboration de Marcel Laroche (La Presse)

Météo

Généralement ensoleillé Max.: 20
Lever du soleil: 5h11 Coucher: 20h15

Index

Ann. class.D4	Le mondeB2
ArtsD1	LoterieA5
DécèsD8	MétéoD4
ÉconomieB3	Mots croisés ..D5
Éphémérides..D5	Opinions.....A10
HoroscopeD5	Sports.....C1

Le coup de coeur du Guide de l'auto 2004

ALORS, AVANT D'ACHETER N'IMPORTE QUOI... ESSAYEZ L'ELEMENT DE HONDA

HONDA
Sherbrooke Honda
2615, rue King Ouest 566-5322
www.sherbrookehonda.com

Tous les véhicules Honda sont livrés avec un réservoir plein.

Les capsules gagnantes
J'♥ ma Tribune

Plus de **20 000\$** en prix à gagner!

Complétez les activités J'♥ ma Tribune publiées dans le journal chaque jeudi et samedi. Le 24 juin 2004, rendez-vous au parc Jacques-Cartier et participez au MEGATIRAGE de plus de 20 000\$ en prix!




Mon clin d'oeil
Stéphane Laporte

Le slogan du Parti libéral est: Allons droit devant avec l'équipe Martin. Pas fort. Ça pas dû leur coûter cher. Ça paraît qu'ils ne paient plus les agences de pub avec notre argent.



À LIRE DEMAIN

Stentors:
Le souper aux hormards de retour



La Tribune	
Division-dé Les Journaux Trans-Canada (1996) inc. Édité et imprimé au 1950, rue Roy, Sherbrooke, J1K 2X8 www.cyberpresse.ca	
PRÉSIDENTE ET ÉDITRICE Louise Boisvert	VICE-PRÉSIDENT FINANCES ET ADMINISTRATION René Morin
RÉDACTION (819) 564-5454 Télécopieur 564-8098 redaction@latribune.qc.ca	PUBLICITÉ (819) 564-5450 Télécopieur 564-5482
RÉDACTEUR EN CHEF Maurice Cloutier	DIRECTEUR ADJOINT Christian Malo
DIRECTEUR DE L'INFORMATION André Larocque	ANNONCES CLASSÉES (819) 564-2222 Télécopieur 564-5482 Lundi au vendredi : 8 h 30 à 16 h 30
ADJOINTE AU DIRECTEUR Jacynthe Nadeau	ABONNEMENT ET TIRAGE (819) 564-5466 Sans frais 1 800 567-6955
PRODUCTION ET INFORMATIQUE DIRECTEUR René Béliveau ADJOINTS André Roberge Steeve Rancourt Stéphane Garant	DIRECTEUR ADJOINT André Custeau Serge Nadeau

Saargummi: l'ampleur surprend les élites

Jean-François Gagnon
jean-francois.gagnon@latribune.qc.ca
MAGOG



Les réactions des élites locales intéressées par le développement économique n'ont pas été longues à venir hier après l'annonce des 394 mises à pied dans les usines de la région de Saargummi Québec, à commencer par celle du député d'Orford, Pierre Reid, qui a déclaré «sympathiser grandement avec les personnes touchées».

«Tout sera mis en oeuvre par les instances concernées, dont le Centre local de développement de la MRC de Memphrémagog et Emploi-Québec, pour faciliter le reclassement des employés», a assuré M. Reid.

Puisqu'il en est question, Emploi-Québec entrera vraisemblablement en communication avec de grands employeurs de la région magogois dans le but de connaître leurs besoins en main-d'oeuvre. Cette démarche pourrait justement permettre le reclassement rapide de certains travailleurs.

D'ailleurs, à ce sujet, le directeur général du CLD de la MRC de Memphrémagog, Ghyslain Goulet, a soutenu hier que des embauches relativement importantes sont à prévoir dans la région de Magog dans les prochains mois.

«Je ne peux vous dire si ce seront des entreprises déjà chez nous ou qui viendront s'installer sur notre territoire



Marc Poulin, président du CLD de la MRC de Memphrémagog



Ghyslain Goulet, directeur général du CLD de la MRC de Memphrémagog

qui créeront ces nouveaux emplois, mais on anticipe effectivement que plusieurs postes seront bientôt disponibles», a prévenu M. Goulet.

Cependant, ce dernier a reconnu que ces éventuelles annonces ne sauraient combler totalement le trou laissé par l'annonce de Saargummi hier, qui a été plus importante que ce à quoi il s'attendait personnellement.

«Nous allons travailler très fort dans les mois prochains pour aider Saargummi à reprendre son essor», a ajouté M. Goulet, en soulignant l'offre relativement importante de produits de cette compagnie.

Quant au président du CLD de Memphrémagog, Marc Poulin, il a affirmé lui aussi que les mises à pied annoncées

étaient plus nombreuses qu'il ne l'aurait cru au préalable. «Pourtant, la situation économique est bonne, a-t-il confié. Heureusement, Saargummi conservera tout de même 1100 emplois à Magog.»

En outre, M. Poulin s'est inquiété de ce qu'il adviendra du projet de création du Centre intégré de formation en plâsturgie, qui doit normalement voir le jour à Magog d'ici peu. «On en a toujours besoin», a-t-il dit.

Mais le député Pierre Reid a tenu des propos rassurants pour Marc Poulin en ce qui concerne la création de ce centre, dans laquelle Saargummi Québec s'est investi financièrement. Et tout indique que sa mise sur pied n'est nullement remise en cause.



La Tribune, Jean-François Gagnon

Saargummi Québec a pris bien des gens par surprise, hier après-midi, en annonçant une restructuration plus importante qu'anticipé: elle supprimera 394 emplois dans ses cinq usines de Magog et transférera tous ses quelque 200 travailleurs oeuvrant à Sherbrooke vers ses plans de production magogois.

Saargummi coupe

Suite de la page A1

Cependant, il faudra probablement être patient parce que, dans l'industrie automobile, les contrats se négocient des mois à l'avance. En fait, Saargummi Québec prévoit la stabilité pour les prochaines années et rien ne permet donc de croire qu'elle recommencera à embaucher massivement avant 2006.

Par ailleurs, outre la décroissance de la qualité de ses produits, l'allongement de ses délais de livraison aurait nui à l'entreprise. «Je reconnais aussi que notre croissance rapide nous a peut-être amenés à mal estimer nos besoins de main-d'oeuvre et à trop engager de travailleurs.»

«C'est nous seuls, les dirigeants de

l'entreprise, qui sommes responsables», continue M. Samson, à propos des causes de cette restructuration.

La réaction des travailleurs

Quelques heures seulement après l'annonce de ces mises à pied massives, les employés de Saargummi à Magog se montraient peu bavards. Ils semblaient se sentir bien impuissants face à l'employeur et la situation.

«Moi, je sais que je perdrai mon emploi, racontait une employée. J'ai déjà vécu des situations similaires deux fois dans le passé. C'est la vie, que voulez-vous! Mais je garde malgré tout espoir

que, d'ici le mois de septembre, les choses changent et qu'on soit capables de nous garder.»

Un de ses collègues plus anciens, Ilija Tomanic, savait se montrer philosophe. «Je ne suis pas inquiet, bien que je ne connaisse pas l'avenir de notre entreprise. J'ai connu pire en Yougoslavie avant d'arriver au Canada», a-t-il fait valoir.

La Tribune a tenté de joindre le président des syndiqués de Saargummi, Gérard Séguin, en fin de journée hier, mais les appels répétés sont demeurés sans réponse. On s'attend à ce qu'il réagisse publiquement aujourd'hui.

200 000 fleurs

Suite de la page A1

entre 9 h et midi seulement, et ils vous fourniront même des sacs qui vous permettront de recueillir suffisamment de fleurs de lilas pour fabriquer de 15 à 25 bouquets. Et tout cela, je vous le rappelle, est gratuit!

Même qu'il vous est possible de con-

sulter la ligne Info-Lilas que le couple a instaurée pour la saison de la cueillette qui dure entre 10 et 12 jours seulement. Vous composez le (819) 822-5727. Il vous est même possible de consulter son site «Au temps des lilas» à l'adresse internet suivante: www.esterik.com/lilas

Allez, offrez-vous de beaux moments dans la nature, à une vingtaine de kilomètres de Sherbrooke, tout en semant du bonheur autour de vous.

Bonne cueillette!

Quand **JEUNESSE** s'en mêle

Le mouton noir...

Claude Plante
claud.plante@latribune.qc.ca
SHERBROOKE



En premier lieu, je trouve déplorable et inacceptable l'article que votre journaliste, Claude Plante, a fait paraître en première page de votre journal. Je crois que d'abord et avant tout, qu'un journaliste doit informer les gens de façon véridique et exacte sur un sujet qui peut les préoccuper énormément.

C'était en janvier 1996. J'avais écrit un texte sur une affaire d'altération et de menaces au couteau qui s'était produite entre des élèves d'une école secondaire de la région sherbrookoise.

L'article avait été placé en Une par surcroît.

Sans le savoir, cette parution m'avait valu le titre de *persona non grata* dans cette polyvalente. S'ils avaient pu, certains membres du personnel et des élèves auraient affiché ma face sur les babillards avec la mention «recherché mort ou vif».

Avec cet article, je venais d'un coup de briser la réputation de cette institution publique qui bataillait ferme pour la défendre jour après jour. J'étais devenu le mouton noir du journalisme sherbrookoise...

sionné de voir qu'une élève réagissait aussi promptement pour défendre son milieu, au lieu de s'en foutre et se dire «bof, kossé que ça donne». Quand j'ai eu à faire des reportages sur des jeunes qui avaient pris des initiatives, j'ai toujours pesé plus fort sur le crayon, comme pour les encourager.

Je n'avais certainement pas l'intention de briser la réputation de cette école, mais l'affaire des couteaux valait certainement un texte (en Une?), ce n'est pas nous les journalistes qui décidons.

Les méfaits de certains élèves n'enlevaient rien aux talents très méritoires des autres. C'est là qu'on constate que les gens directement ou indirectement touchés par un article ont tendance à prendre l'affaire au premier degré, et c'est normal.

Le travail des journalistes n'est pas toujours bien compris par les gens en général. En plus, les mauvaises nouvelles sont plus souvent qu'autrement mises en évidence dans les journaux.

C'est la loi de la nouvelle.

La jeune fille qui avait écrit la lettre m'en a longtemps voulu. «Claude Plante, je le déteste», a-t-elle souvent répété quand le nom de La Tribune lui venait aux oreilles.

Heureusement, aujourd'hui elle ne me déteste plus. Ouf. Je dirais même qu'elle me comprend. Car son premier texte publié dans La Tribune, il y a huit ans maintenant, l'a probablement inspirée. Elle est devenue journaliste à son tour!

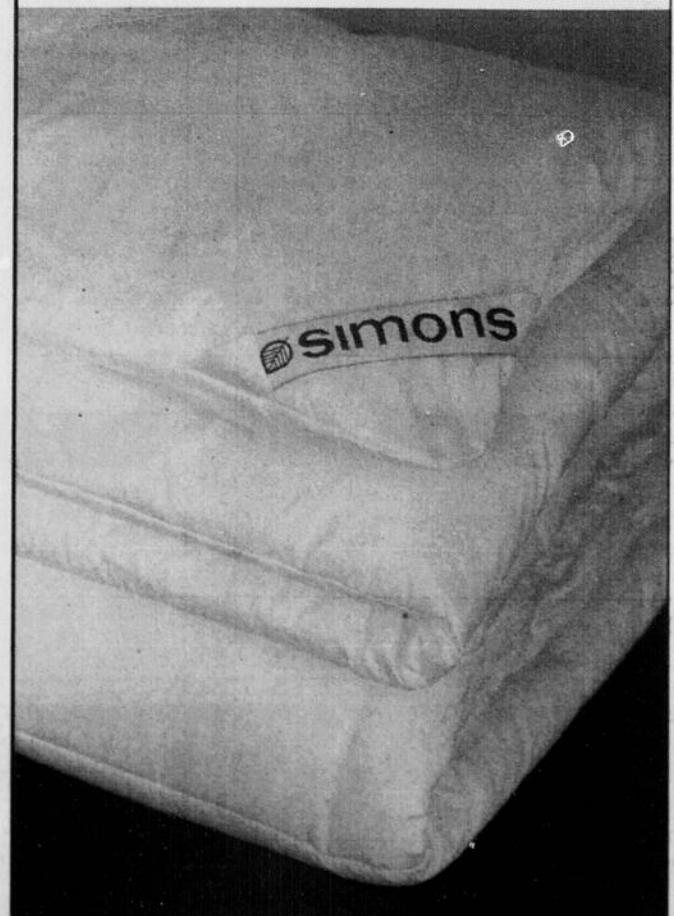
Josianne Lussier, vous la connaissez. Elle signe même des commentaires dans cette chronique jeunesse de temps en temps.

Après son entrée à La Tribune, elle a été engagée à temps partiel à TQS Estrie, une télévision reconnue pour son penchant pour les faits divers. En passant, c'est cette station qui avait mis au jour l'affaire de l'acide versé par des élèves dans le verre d'une enseignante de l'école secondaire d'East Angus il y a quelque temps...

C'est bien pour dire hein!

La Lingère **la couette polyester Sonatine 29.95**
jumeau 26 onces

Une bonne occasion de rafraîchir les lits de la maison avec un couette en bourre Dacron Duralife du DuPont à centre vide qui emmagasine l'air et vous procure un confort total. Recouvrement percale pur coton blanc à surpiqures en carreaux assurant la stabilité de la bourre. Double 33 onces 39.95, grand 35 onces 49.95, très grand 42 onces 59.95



SIMONS

QUÉBEC, PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC, MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, LAVAL CARREFOUR LAVAL, SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE 123602

Les parents devront payer la surveillance



André Laroche

andré.laroche@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Les parents devront défrayer un maximum de 140\$ par famille en septembre pour les frais de surveillance de l'heure du dîner dans les écoles primaires et secondaires de la Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke. Les employés devront aussi payer pour stationner leur voiture à l'école.

C'est ce qu'ont décidé les commissaires scolaires après un débat houleux, hier soir, lors d'une assemblée grandement perturbée par quelque 300 employés et parents aussi chahuteurs que des écoliers décidés à faire la vie dure à leur professeur.



Danielle Tear

Les syndiqués ont envahi la salle du conseil pour protester contre l'imposition de frais de stationnement. Ils jugent cette «taxe déguisée» injuste et inéquitable. «C'est faire payer le déficit de la CSRS par les employés», a dénoncé Serge Vallières, délégué du Syndicat des professionnels.

L'imposition de ces frais impopulaires vise à combler en partie le manque à gagner de 1,5 million \$ pour équilibrer la prochaine année financière de la CSRS.

Selon M. Vallières, la gratuité du parking constitue une question de respect de la direction et de qualité de vie. Il a répété cette affirmation à quelques reprises, ce qui a valu plusieurs salves d'applaudissements de la part des employés présents.

Le directeur général de la CSRS, Claude St-Cyr, a répliqué que la direction respecte au plus haut point ses employés, ce qui lui a valu au contraire des huées et des moqueries de la salle. Il a ajouté qu'il

est coutume dans le réseau public de demander au personnel de participer à l'entretien des stationnements. «Il en coûte 30 000 \$ à chaque année à la CSRS pour offrir des stationnements aux employés», a-t-il précisé.

La grille de tarification sera adoptée par les commissaires le 15 juin prochain.

Frais de surveillance

Pour leur part, les parents d'un enfant transporté en autobus à l'école primaire devront déboursier 90\$ par année. Un second enfant coûtera 50\$, mais il n'en coûtera rien pour les autres enfants d'une même famille. Les dîneurs occasionnels se verront imposer un coût d'un dollar par jour.

Les élèves de l'école secondaire, eux, devront déboursier 25 dollars par année pour des «frais d'animation».

Le total de ces frais ne devra cependant pas dépasser 140 \$ par une famille.

Cependant, une famille considérée à faible revenu ne paiera pas au-delà de 45\$.

Le commissaire-parent, Remy Bergeron, est sorti de ses gonds à plusieurs reprises au cours du débat. Il a décrié la facilité de la direction générale d'augmenter les frais plutôt que d'abaisser les dépenses. «J'ai allumé la lumière rouge à plusieurs reprises au fil des ans quand venait l'adoption des plans d'effectifs», a-t-il indiqué.

Cette décision fait fulminer aussi Danielle Tear, la présidente du comité de parents de la CSRS. «Est-ce que cela vaut encore la peine de se battre pour abaisser les frais imposés aux parents?» a-t-elle demandé Gilles Boudrias, président de la CSRS. Ce dernier s'est battu longtemps pour cette cause lorsqu'il était président du comité de parents, a rappelé Mme Tear.

Le comité de parents lancera d'ailleurs en août prochain un boycott de ces frais auprès des parents.

Bécharde fait miroiter un «pouvoir constructif»



Denis Dufresne

denis.dufresne@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Il est temps de sortir sur la glace et de faire de Sherbrooke une ville exemplaire au pays!

Bruno-Marie Bécharde, maintenant candidat officiel du Parti libéral du Canada (PLC) dans Sherbrooke, semble avoir trouvé son cheval de bataille pour la campagne électorale qui s'annonce: Sherbrooke doit choisir entre l'opposition et le pouvoir si elle veut réaliser son plein potentiel.

«Sherbrooke a des qualités extraordinaires, on parle toujours de l'extraordinaire concertation que l'on trouve ici. On a déjà commencé mais, honnêtement, il nous manque un instrument: un député fédéral qui est dans le parti gouvernemental et pas n'importe quel parti, le PLC!», a lancé le candidat Bécharde, hier soir, lors de son assemblée d'investiture, qui ressemblait davantage à un couronnement.

Accueilli en véritable héros par près de 300 militants réunis au Club de golf de Sherbrooke, le recteur de l'Université de Sherbrooke en congé sans solde s'est employé à démontrer les avantages pour Sherbrooke d'intégrer le caucus régional du PLC et pour le Québec de «prendre sa place» au plan national.

«Au Québec, on est dans une dynamique d'opposition; il faut se battre ensemble et non contre!» a martelé le candidat, sans toutefois nommer directement le Bloc québécois.

«Il y a un alignement assez particulier entre le gouvernement provincial, le municipal et la population. Nous pouvons travailler pour la même cause et la cause, c'est vous!» a lancé M. Bécharde, qui prenait la parole sur une petite estrade placée au milieu de l'assemblée.

Afin, sans doute, d'éviter toute intrusion de manifestants, comme ce fut le cas vendredi dernier lorsque M. Bécharde a annoncé son intention d'être candidat, au Delta Sherbrooke, l'organisation du parti avait fait appel à des gardiens de sécurité.

Les clés sont à Ottawa

Ancien souverainiste, le candidat libéral a soutenu «que le fédéral détient les clés maîtresses», notamment dans les domaines de la santé, du développement du savoir, des villes et du positionnement du Canada dans le monde, soit les qua-



Imacom, Claude Poulin

Devant près de 300 militants et supporters, Bruno-Marie Bécharde a été officiellement choisi, hier soir, candidat du Parti libéral du Canada dans Sherbrooke. On le voit ici en compagnie de son épouse, Maryse Boudreau, à qui il a donné un baiser.

tre priorités du premier ministre Paul Martin.

«Je vous assure que c'est dans cette optique-là et en équipe que nous allons livrer la marchandise!» a-t-il dit, devant un public certes porté par l'enthousiasme du candidat, mais sans exubérance.

Outre plusieurs collègues de l'Université de Sherbrooke et gens d'affaires de la région, dont le notaire Louis Lagassé, les conseillers municipaux Dany Lachance et Robert Pouliot étaient présents, mais le candidat libéral défait dans Sherbrooke, lors des élections de 2000, Jean-François Rouleau, était absent.

Et, à l'exception de Gérard Binet (Frontenac-Mégantic), qui avait un autre engagement, les députés David Price (Compton-Stanstead), Denis Paradis (Brome-Missisquoi) et Diane Saint-Jac-

ques (Shefford) étaient là, de même que Christine Saint-Pierre, candidate du PLC dans Richmond-Arthabaska.

Denis Paradis, qui, avec l'ex-député libéral provincial de Sherbrooke André J. Hamel, a «réchauffé» la salle, a reproché au Bloc québécois «de n'avoir rien à apporter à la région» et soutenu que «si on avait un député à Sherbrooke, on pourrait discuter de Coventry (où un lieu d'enfouissement doit être agrandi), d'eau potable à Sherbrooke, de zone franche et de douanes».

Des gens à convaincre

Reconnaissant que le PLC, qui termine son troisième mandat, «n'a pas le vent dans le dos» au Québec et que la population, en particulier les jeunes, a

perdu confiance envers les politiciens, M. Bécharde entend effectuer du porte-à-porte pour convaincre les gens et rencontrer les groupes de pression.

«Il nous reste un défi: Sherbrooke a un rendez-vous avec l'histoire, mais nous devons au préalable convaincre la population qu'il faut passer de l'opposition stérile à un pouvoir constructif; il faut passer à l'action!» a-t-il dit devant les militants.

Sherbrooke citée en exemple

En entrevue avec les journalistes, Bruno-Marie Bécharde a souligné que le premier ministre Paul Martin lui a tendu la main pour que Sherbrooke serve «comme modèle d'innovation et de concertation» au reste du pays.

«Le premier ministre est épaté par

ce qui se passe à Sherbrooke; il est très sensible à la façon d'innover de Sherbrooke», a-t-il indiqué.

Invité à commenter le mécontentement soulevé au Québec par l'absence de propositions concrètes de la part du premier ministre Martin, qu'il s'agisse de reconnaître le déséquilibre fiscal entre Ottawa et les provinces ou du caractère distinct du Québec, Bruno-Marie Bécharde répond que les positions de Québec et d'Ottawa ne sont pas si éloignées qu'il peut sembler.

«Sur le déséquilibre fiscal, j'entends à peu près les mêmes choses, mais on s'enferme dans des «étiquettes» (sic). M. Martin a donné un appui substantiel à la santé. Quand on s'éloigne des étiquettes, lorsqu'on parle des vrais problèmes, j'entends la même chose», explique-t-il.

Plusieurs hauts dirigeants de l'UdeS derrière Bécharde



Luc Laroche

luc.laroche@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

L'amitié soude plusieurs des hauts dirigeants de l'Université de Sherbrooke au nouveau rêve politique du recteur Bruno-Marie Bécharde.

Les plus proches collaborateurs de M. Bécharde se sont affichés à ses côtés hier soir lors de l'assemblée d'investiture libérale, dont la vice-rectrice Lucie Samoisette, qui a pris les commandes de l'Université depuis que le recteur s'est lancé en campagne électorale sur la scène fédérale.

«Bruno-Marie Bécharde est d'abord un ami. Je n'ai jamais milité au sein d'un parti politique et je ne commencerai pas à le faire non plus au cours de la présence campagne. Il faut, par contre, toujours appuyer un ami quand ça compte», a commenté Mme Samoisette.

La vice-rectrice s'attend à ce que cette prise de position l'expose à des critiques sur le campus universitaire.

«Il y aura sûrement des gens qui ne comprennent pas. Tant pis!», lance-t-elle.

Le secrétaire général de l'Université, Martin Buteau, était également présent pour témoigner son appui au recteur.

«M. Bécharde a beaucoup fait pour l'Université, j'en fais le constat quotidiennement. Un nouveau défi l'appelle et je voulais lui donner une tape sur l'épaule pour lui souhaiter bonne chance. J'espère que son rêve se réalisera», a déclaré M. Buteau.

Le vice-recteur à la recherche, Edwin Bourget,

qui a guidé Paul Martin avec le recteur lors de la récente visite du premier ministre canadien à l'Université, juge tout à fait normal que des hauts cadres de l'institution appuient Bruno-Marie Bécharde.

«Ce n'est pas l'équipe de direction qui se présente en politique, c'est le recteur. Nous sommes apolitiques. Ça ne nous empêche pas d'exprimer des opinions personnelles», considère M. Bourget.

Le directeur des communications de l'Université, Jacques Viens, est du même avis.

«C'est vrai qu'il y a toutes sortes d'émotions dans l'air et la poussière doit retomber. Mais ce sont des individus qui s'affichent, pas l'institution», dit-il.

L'adjoint au recteur, Gaston Stratford, a pris la même décision que son patron.

«J'ai quitté l'Université vendredi pour une période de vacances au cours de laquelle je compte me consacrer entièrement à la campagne pour supporter M. Bécharde.

J'ai pleinement confiance dans son jugement et Sherbrooke mérite un candidat de son envergure. Je le pense très sincèrement», a expliqué M. Stratford.

Des appuis touchants

«J'ai été touché par tous les membres de la communauté universitaire qui étaient ici. Ils sont à la hauteur de ce qu'est l'Université de Sherbrooke: une institution d'audace et de concertation. Ils ont été extrêmement audacieux d'être ici», a réagi M. Bécharde au terme de la soirée.

Le recteur a interpellé l'ensemble du campus universitaire à marcher dans le même sillon.

«Nous vivons tous un deuil, moi le premier. J'espère que la communauté aura le courage d'appuyer la population sherbrookoise dans son choix d'un député actif plutôt que contestataire», souhaite-t-il.



Imacom, Claude Poulin

Hier, lors de l'investiture de Bruno-Marie Bécharde, plusieurs membres de la communauté universitaire sherbrookoise étaient présents. On voit ici Edwin Bourget, Jacques Viens et Martin Buteau.

Léonard: «Ottawa se paye la traite»

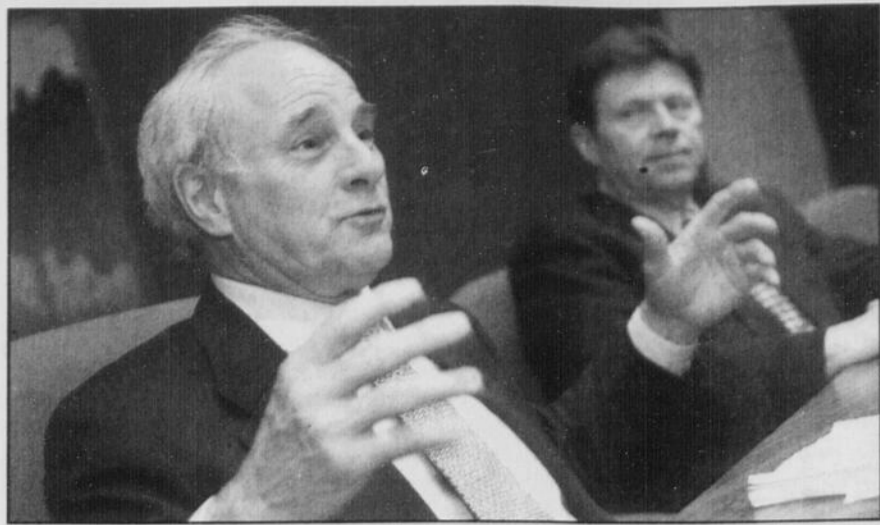
David Bombardier
SHERBROOKE

Même s'il a quitté son poste de président du Conseil du Trésor en 2001 pour «laisser la place aux plus jeunes», l'ex-ministre péquiste Jacques Léonard n'a pas lâché la serviette: il croit encore dur comme fer que la souveraineté du Québec est possible et qu'elle est le seul moyen pour la province de survivre à long terme dans le contexte nord-américain actuel.

Pour y arriver, l'indépendantiste de la première heure milite depuis plusieurs mois pour le Bloc québécois, pour lequel il a récemment présidé le comité de révision des programmes fédéraux. Visiblement mal à l'aise à l'idée de revenir à l'avant-scène politique, M. Léonard a malgré tout répondu à l'appel du député bloquiste de Sherbrooke, Serge Cardin. Il a présenté hier soir les conclusions des travaux de son comité à quelque 150 militants réunis dans le cadre de l'activité annuelle du parti dans la circonscription de Sherbrooke.

Les résultats de ces travaux, dévoilés en trois volets l'hiver dernier, confirment que «pendant que les provinces se serrent la ceinture, le fédéral se paye la traite», a résumé hier après-midi l'ex-ministre de 67 ans, en entrevue à *La Tribune*.

Selon M. Léonard, le gouvernement fédéral a complètement perdu le contrôle des dépenses de l'État. Au cours des cinq dernières années, celles-ci ont augmenté de 39 pour cent, s'indigne-t-il, alors que la hausse de l'inflation n'a été que de 9,6



A la demande du député bloquiste de Sherbrooke, Serge Cardin, l'ex-ministre péquiste Jacques Léonard est venu présenter aux militants bloquistes de Sherbrooke les résultats des travaux du comité de révision des programmes fédéraux, comité que M. Léonard a récemment présidé.

pour cent pendant la même période. Au Québec, l'augmentation des dépenses s'est chiffrée à 24 pour cent, soit dans la moyenne des provinces canadiennes.

À la lumière des travaux du comité, le Bloc estime que 55 pour cent des dépenses fédérales empiètent sur les champs de compétence des provinces. «On glisse vers un gouvernement unitaire de plus en plus envahissant, qui réduit le champ d'action des provinces à celui des supermunicipalités», croit Jacques Léonard.

Depuis une dizaine d'années, Ottawa aurait par ailleurs «coupé sauvagement»

dans le transfert en espèces aux provinces destiné à la santé, à l'éducation et aux programmes sociaux, ce qui a privé le Québec de 10,1 milliards \$ entre 1994-95 et 2002-03. Pendant cette période, les revenus du gouvernement fédéral ont bondi de 45 pour cent, tandis que les transferts au Québec et aux provinces n'ont été bonifiés que de 1,9 pour cent.

Pendant ce temps, c'est Paul Martin qui gérait les finances du pays. Celui qui est aujourd'hui premier ministre et qui déclencherà vraisemblablement des élections ce dimanche «est responsable

de ça et doit répondre de ça», martèle M. Léonard.

Selon le député Serge Cardin, les travaux du comité «détruisent le mythe de bon gestionnaire de Paul Martin» et prouvent l'existence du déséquilibre fiscal mis en lumière par le rapport Séguin. Le député de Sherbrooke profite de l'occasion pour redemander à son nouveau rival libéral, Bruno-Marie Béchar, s'il reconnaît l'existence du déséquilibre fiscal.

À la lumière de son slogan - Un parti propre au Québec -, le Bloc tapera visiblement sur le clou du scandale des commandites lors de la campagne électorale qui s'amorce. Il utilisera aussi les conclusions du comité présidé par M. Léonard pour gagner des points auprès des électeurs québécois.

L'importance des députés

De son côté, Jacques Léonard n'a pas l'intention d'amorcer une tournée des circonscriptions pour présenter ses travaux. Il répondra cependant aux invitations des militants, mais il se dit surtout «prêt à aider les jeunes à prendre le relais». Agé de 67 ans, l'ancien député dit avoir milité activement pendant 40 ans de sa vie. La flamme souverainiste brûle toujours en lui, mais le militant souhaite visiblement passer le flambeau.

L'ex-ministre, élu pour la première fois en 1976, avoue avoir «nourri des réserves» lors de la création du Bloc québécois, en 1991. Mais aujourd'hui, il se dit convaincu que le parti souverainiste est celui qui peut le mieux défendre les

intérêts des Québécois à Ottawa.

«L'argument selon lequel il faut être au pouvoir pour changer les choses n'a aucune signification, soutient-il. La démocratie, ça se joue à la Chambre des communes et à l'Assemblée nationale. Un député, c'est toujours plus important qu'un ministre (parce que c'est lui qui vote les lois). La base du pouvoir, c'est le député. René Lévesque rappelait ça sans arrêt.»

Voleur facile à identifier

René-Charles Quirion
SHERBROOKE

Les caméras de surveillance d'un commerce de Victoriaville ont capté clairement l'auteur d'un vol perpétré le 23 avril dernier dans une résidence de Danville.

C'est en tentant d'effectuer un achat avec les cartes de crédit volées lors de cet événement que le malfaiteur s'est trahi.



Le suspect dans la vingtaine, mesure 1,75 mètre, et pèse environ 60 kilos. Il a les cheveux bruns, raides et courts, porte des lunettes et était vêtu d'un t-shirt et d'une casquette foncée lorsqu'il a été capté par les caméras de surveillance.

Toute information pertinente concernant de vol peut être transmise aux enquêteurs du poste de la Sûreté du Québec de la MRC d'Asbestos au 828-1313.

Trois Estriennes à Terre-Neuve

La Tribune
SHERBROOKE

Trois Estriennes représentent le Québec à l'Expo-sciences canadienne qui se tient jusqu'au 23 mai à St John's, Terre-Neuve.

Les projets d'Émilie Gosselin, de Caroline Pouliot et de Mathilde Hupin-Debeurme ont suffisamment impressionné le jury de la finale provinciale pour être jugé dignes de représenter la province au niveau canadien.

Émilie Gosselin et Caroline Pouliot, élèves de l'école secondaire Le Triplet, présenteront un projet intitulé «Pas juste toxique la toxine!», qui traite de l'utilisation esthétique et médicale du botox (ou toxique botulique). Leur projet est une vulgarisation qui se situe dans la catégorie «science de la vie».

Quant à Mathilde Hupin-Debeurme, du cégep de Granby, elle présentera, dans la même catégorie, une expérimentation sur la lactate, qui est «un facteur de risque responsable du phénomène de fatigue manifesté par les athlètes alors qu'ils déploient souvent une trop grande énergie en début de course». Mathilde pratique elle-même le vélo de montagne.

La compétition scientifique annuelle réunit plus de 400 participants de toutes les provinces. Le Québec en aura plus de 40 cette année.

C'est presque chaque année qu'une délégation estrienne participe à la compétition nationale.

Distribution d'arbres

La Tribune
SHERBROOKE

Dans le cadre du mois de mai, *Mois de l'arbre et des forêts*, il y aura distribution de petits plants d'arbres parmi la population. Des feuillus comme des conifères seront disponibles, mais il faudra vite car les quantités sont limitées.

Cet événement, sous le thème *La forêt sous toutes ses couleurs* se déroulera ce samedi 22 mai, de 9 à 15 heures, à l'arboretum du Collège de Sherbrooke (stationnement du pavillon 3, rue Terrill). Il est organisé par l'Association forestière des Cantons-de-l'Est et le Comité de recherche sur les feuillus, de concert avec le ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs.

Des personnes ressources seront sur place afin de répondre aux questions des gens sur les méthodes adéquates de plantation et l'entretien des arbustes remis gratuitement.

Aussi, à l'intention des enfants, un spectacle intitulé *Arthur L'aventurier* sera présenté à 11 heures.

En outre, lors de cette journée, le Club Rotary procédera à la cueillette des livres usagés des visiteurs. Cela permet à l'organisme de tenir depuis 25 ans, à chaque automne, une vente de livres au Carrefour de l'Estrie, afin d'amasser des fonds pour ses oeuvres.

Le défi du président

«Recherchez dans tout le magasin les articles qui ont reçu mon approbation!»

MAC

Jusqu'à samedi

Mark A. Cohen, chef de la direction, Sears Canada Inc.



Avec le rabais supplémentaire de 100 \$

899⁹⁸†
pour le duo

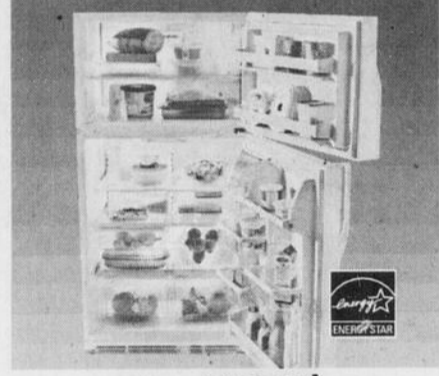
«Ce duo Kenmore de super capacité vous permettra de faire facilement de grosses lessives.»

MAC

Mark A. Cohen, chef de la direction, Sears Canada Inc.

de plus, recevez un formulaire à poster* pour recevoir une carte-cadeau Sears de 25 \$
Duo Kenmore^{MD} de super capacité
Rabais 150 \$. Laveuse à panier en acier émaillé blanc garanti à vie. N° 24662. Rég. Sears 699,99. **549,99**
Rabais 70 \$. Sécheuse à 4 réglages de température, 10 options. N° 62662. Rég. Sears 519,99. **449,99**
RIEN QUE 28,13 PAR MOIS** POUR LE DUO
*Détails en magasin.
†Le rabais supplémentaire de 100 \$ est inclus dans le prix du duo

Recherchez ENERGY STAR sur nos produits. Il indique que le produit respecte les lignes directrices ENERGY STAR® en matière d'efficacité énergétique



rabais 200\$

de plus, recevez un formulaire à poster* pour recevoir une carte-cadeau Sears de 25 \$
Réfrigérateur Kenmore de 21,6 pi³ à congélateur en haut
N° 64252. Rég. Sears 1099,99. **899,99**

RIEN QUE 28,13 PAR MOIS**

Aussi en biscuit et en noir. Supplément pour noir sur acier inoxydable

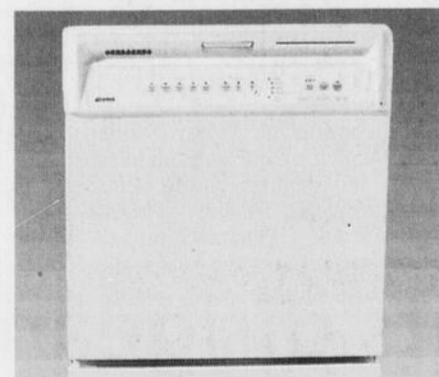


rabais 70\$

de plus, recevez un formulaire à poster* pour recevoir une carte-cadeau Sears de 25 \$
Cuisinière Kenmore à dessus lisse et à nettoyage facile
N° 64212. Rég. Sears 849,99. **779,99**

RIEN QUE 24,38 PAR MOIS**

Supplément pour four autnettoyant



rabais 160\$

de plus, recevez un formulaire à poster* pour recevoir une carte-cadeau Sears de 25 \$
Lave-vaisselle Kenmore lavage ultra
N° 15782. Rég. Sears 699,99. **539,99**

RIEN QUE 16,88 PAR MOIS**

Aussi en biscuit et en noir

0% d'intérêt jusqu'en janvier 2007**, avec la carte Sears, pour tous les gros appareils ménagers

**Payez en 32 mensualités égales, sans intérêt, jusqu'en janvier 2007. Avec la carte Sears seulement, sur approbation de votre crédit. Achat minimum: 200 \$. Tous les frais et taxes applicables sont payables au moment de l'achat. Les mensualités indiquées ont été arrondies au cent près. Des frais de crédit s'ajouteront au solde de votre compte Sears pour toute portion impayée d'un montant porté sur votre compte Sears, à compter du mois suivant. En vigueur dans les magasins du Québec et d'Ottawa seulement. À l'exclusion des articles de nos magasins de liquidation. Renseignez-vous. Les formules de paiement et modalités peuvent être modifiées ou supprimées sans préavis. Renseignez-vous au sujet d'autres facilités de paiement.

Gros appareils ménagers: à l'exclusion des aspirateurs et des machines à coudre

Prix en vigueur jusqu'au samedi 22 mai 2004, dans la limite des stocks

SEARS

QUALITÉ, BONS PRIX, SERVICE, FIABILITÉ

NE053M104 © 2004, Sears Canada Inc.

Sherbrooke passe à l'action

Avec son nouveau plan, la sécurité sera accrue au centre-ville



René-Charles Quirion
rene-charles.quirion@tribune.qc.ca
SHERBROOKE

Préposés à la présence préventive dans les rues, parcs et stationnements du centre-ville, étudiant à la surveillance des caméras, ainsi qu'un service de raccompagnement pour les femmes viendront appuyer le travail des policiers du Service de police de Sherbrooke cet été dans le cadre du plan d'action pour accroître la sécurité dans l'arrondissement du Mont-Bellevue.

Les deux étudiants en techniques policières embauchés par la Ville sillonnent les parcs et stationnements du centre-ville comme l'an dernier où ils ont effectué quelque 800 interventions. Le président de l'arrondissement du Mont-Bellevue, Serge Paquin, souligne qu'aucun cas d'agression n'a été rapporté.

«Nous avons convenu de répéter l'expérience en 2004. Nous avons agrandi le territoire de surveillance de ces étudiants. Ils seront responsables de surveiller le tour du lac des Nations ainsi que le mont Bellevue. Nous avons investi beaucoup d'argent pour rénover nos parcs, alors nous souhaitons que nos citoyens s'y sentent en sécurité», explique le président de l'arrondissement du Mont-Bellevue.

Ce travail complémentaire viendra s'ajouter à celui des agents du Service de police de Sherbrooke



Josée Ancil du CALACS, Isabelle Boisvenu, la présidente la Société de développement commercial du centre-ville de Sherbrooke, Annie Faucher, le président de l'arrondissement du Mont-Bellevue, Serge Paquin, ainsi que le sergent Alain Saint-Amant de la division de sécurité des milieux du SPS, présentent les grandes lignes du plan d'action pour accroître la sécurité dans l'arrondissement Mont-Bellevue.

Un présence qui rapporte

René-Charles Quirion
SHERBROOKE

Le plan d'action de l'arrondissement du Mont-Bellevue pour accroître la sécurité commence à porter ses fruits.

Touchée directement par cette problématique, Isabelle Boisvenu, qui est la soeur de Julie Boisvenu, fréquente le night life sherbrookoise régulièrement. Selon elle, il faut continuer à travailler à accroître la sécurité pour éviter que se reproduisent d'autres événements tragiques comme celui qui a coûté la vie à sa soeur en juin 2002.

«Ces actions permettent aux femmes de se sentir plus en sécurité. Un service de raccompagnement pourrait nous permettre de pouvoir retourner à notre voiture en toute sécurité sans cette crainte qui demeure toujours présente. Même si plusieurs filles ont développé leur propre système et se font raccompagner, je souhaite sincèrement la mise en place de ce service. Le travail concerté et acharné pour accroître la sécurité au centre-ville en vaut la peine. Ce plan d'action amène des solutions efficaces et concrètes à la problématique de la violence. Nous ne pourrions jamais revenir en arrière, mais nous pouvons aller de l'avant pour améliorer la société dans laquelle nous vivons», estime Isabelle Boisvenu.

La présidente de la Société de développement commerciale du centre-ville de Sherbrooke, Annie Faucher, voit une différence depuis la mise en place du plan d'action et de l'ajout d'effectifs policiers.

«Ça fait des années que nous souhaitons le retour des patrouilles à pied. Maintenant, nous voyons les policiers. Ils interviennent plus rapidement lorsqu'il se passe quelque chose. La violence et les graffitis semblent avoir diminué. La mise en place d'une personne affectée aux caméras de surveillance pourra aussi permettre de solutionner des problématiques», croit Annie Faucher.

Selon elle, le service de raccompagnement pourrait aussi accroître grandement le sentiment de sécurité des femmes qui fréquentent le centre-ville de Sherbrooke.

Le président de l'arrondissement Mont-Bellevue, Serge Paquin, estime que la perception des citoyens face au centre-ville est en train de changer.

«Nous sommes sur la bonne voie. Je crois que la Ville de Sherbrooke met les efforts nécessaires pour répondre à la préoccupation première de ses citoyens. Par le passé, nous n'avions pas assez de policiers pour pouvoir patrouiller le centre-ville afin de répondre aux attentes et aux besoins de la population. L'ajout de 40 policiers en 2003-2004 et la création de la division de sécurité des milieux permet d'accroître le sentiment de sécurité», explique Serge Paquin.

qui sillonnent à pied les rues du centre-ville en soirée depuis l'ajout d'effectifs.

«Les six policiers qui effectuent le quart de travail de 19 h 30 à 4 h 30 sont appelés à faire de la prévention au centre-ville. Les agents à la sécurité des milieux vont aussi faire un rapprochement envers la communauté au cours de l'été. Ils vont circuler

dans les parcs et vont aller vers les citoyens. C'est en étant en contact avec la population que nous apprenons ce qui se passe et que nous pouvons découvrir des problématiques», explique le sergent Alain Saint-Amant de la division de sécurité des milieux du SPS.

Pour les situations problématiques

Cette année, un étudiant sera affecté spécialement à regarder les caméras de surveillance.

«Nous ne pouvons enregistrer. Cependant, en postant une personne qui observe ce qui se passe sur les 19 caméras de surveillance, il pourra détecter les situations problématiques», mentionne Serge Paquin.

Le CALACS de son côté revient à la charge avec son projet d'implanter un service de raccompagnement pour les femmes au centre-ville.

«Ce projet fait partie de l'ensemble des actions qui sont mises en place pour accroître le sentiment de sécurité des femmes au centre-ville. Nous croyons pertinent de l'actualiser en mettant en place ce projet-pilote. Nous avons déposé une demande de subvention de 37 000 \$ par année à la Stratégie nationale de prévention contre le crime dans le cadre du programme de mobilisation de la collectivité», indique Josée Ancil du CALACS.

Les gardiens des différents parcs de l'arrondissement du Mont-Bellevue sont aussi appelés à effectuer la surveillance et à rapporter aux autorités les événements ou comportements suspects.

Dans les différents parcs surveillés par les préposés à la présence préventive, les infractions concernaient l'an dernier la consommation d'alcool, de drogue, des méfaits, des chiens sans laisse, des graffitis, des cas de violence dans quelques cas et d'avoir uriné dans un lieu public.

Le parc Belvédère accueillera les danseurs

David Bombardier
SHERBROOKE

Les aînés pourront danser en plein air sous un nouveau préau dès la fin du mois de juin. L'implantation du plancher de danse, d'abord prévue au parc Blanchard, avait suscité la grogne des citoyens vivant de l'autre côté de la rivière Magog. Les membres du conseil d'arrondissement du Mont-Bellevue ont finalement opté pour le parc Belvédère, derrière l'ancien hôtel de ville d'Ascot.

Le conseiller municipal en charge du projet, Jean-François Rouleau, se réjouit de voir que ce projet se concrétise enfin. «C'est un dossier qui était en attente depuis au moins six ans», rappelle-t-il.

Alors que se tient jusqu'à demain la période de signature des registres pouvant forcer la tenue de référendums sur la défusion, le conseiller Rouleau croit que le règlement de ce dossier prouve que les élus et les citoyens des anciennes municipalités fusionnées sont capables de s'entendre.

Sous la pression des citoyens, le conseil de l'arrondissement de Jacques-Cartier avait voté, l'automne dernier, une résolution demandant à ce que les élus

reconsidèrent le premier emplacement envisagé pour le plancher de danse, soit le parc Blanchard.

L'ancien maire d'Ascot, Robert Pouliot, avait par la suite accepté que le plancher de danse soit construit dans le secteur qu'il représente maintenant à titre de conseiller municipal. Les membres du club d'âge d'or de la paroisse Marie-Médiatrice étaient aussi d'accord avec le choix du nouvel emplacement, plus près des services sanitaires et facilement accessible tant en voiture qu'en autobus.

«Ça démontre une grande ouverture d'esprit de la part des groupes d'âge d'or et des politiciens du quartier Ouest», estime M. Rouleau.

PLACE à la tolérance!

L'ENTRETIEN DE VOTRE PELOUSE SANS PESTICIDES...

SOIRÉE D'INFORMATION

À L'INTENTION DE TOUTE LA POPULATION SHERBROOKEOISE

ENDROIT	DATE	HEURE
École Montcalm, dans la grande salle entrée boul. de Portland	26 mai	19 h 30

ENTRÉE GRATUITE
BIENVENUE À TOUS ET À TOUTES

Comité du développement durable
Bonne nuit, c'est malotruant!

RÉSULTATS	
Tirage du 2004-05-18	
01 02 03 07 08 12 17 20 21 22	25 26 30 33 37 42 47 51 57 59
Tirage du 2004-05-18	
742 0652	NUMERO 597851

Ce numéro est une obligation:

1 800 463-5229

Les nouvelles Obligations d'épargne du Québec sont arrivées!

Émission en vente jusqu'au 1^{er} juin

Téléphonez-nous du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, et les samedis de mai, de 10 h à 16 h. Visitez le www.epq.gouv.qc.ca

Épargne Placements Québec

25% DE RABAIS*

RIDEAUX PRÊTS À INSTALLER

*Rabais applicables sur la marchandise sélectionnée à prix régulier et en magasin seulement. À l'exception des patrons, des commandes sur mesure, des ensembles de 2 rideaux, des articles promotionnels, de la marchandise discontinuée (étiquettes jaunes), et des articles à 1 \$.

<p>Tapis de bienvenue Rég. 14,99 \$ Maintenant 9,99 \$</p>	<p>Carillons Seulement 2,99 \$ à 9,99 \$</p>	<p>Nappes en jacquard Seulement 9,99 \$</p>
--	---	--

GRANBY 14, Simonds Sud (450) 378-5999 SHERBROOKE 3300, boul. de Portland (819) 569-5989
VENEZ VISITER NOTRE NOUVEAU MAGASIN DE DRUMMONDVILLE AU
400, boul. Saint-Joseph (819) 474-1980

Bouclair L'origine de vos créations www.bouclair.com

Prix en vigueur du 19 mai au 26 mai 2004

RÉNO/DÉPÔT®

NOS PRIX rasant le sol!

Ouvert à la fête de Dollard le 24 mai!



WEED EATER®
\$1698

TRACTEUR DE PELOUSE 42" DE 17 C.V.
Moteur «Tecumseh». Transmission à 6 vitesses. Hauteur de coupe réglable avec levier. Pneus arrière de 18". Garantie limitée de 2 ans.
WET17425T (287537)

SAC ARRIÈRE INCLUS!

EXCLUSIF
à RENO/DÉPÔT®

Poulan®
\$277

TONDEUSE À ESSENCE 3 EN 1 21" DE 5.5 C.V.
Moteur «Briggs & Stratton». Ensachage arrière. Hauteur de coupe à 5 positions.
PO55N21C (287465)

12 versements égaux
* ne payez que
152.06
par mois!

EXCLUSIF
à RENO/DÉPÔT®

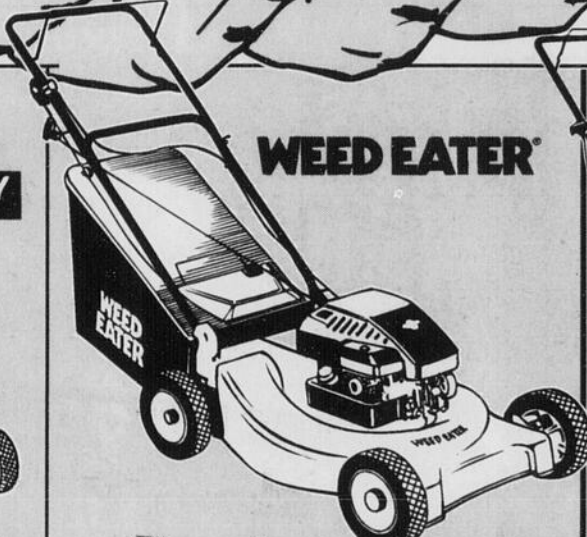


SAC INCLUS!

LAWN-BOY

\$497

TONDEUSE À ESSENCE 4 EN 1 21" DE 6.5 C.V.
Moteur «Tecumseh» à 4 temps. Autopropulsée. Hauteur de coupe à 6 positions. 10359C (281387)



WEED EATER®

\$234

TONDEUSE «CENTURA» 20" DE 4.25 C.V.
Moteur «Tecumseh». Hauteur de coupe à 5 positions. W425ON20R (283001)



EXCLUSIF
à RENO/DÉPÔT®

Poulan®

AUTOPROPULSÉE!

\$368

TONDEUSE À ESSENCE 3 EN 1 21" DE 6 C.V.
Moteur «Tecumseh». Hauteur de coupe à 5 positions. PO6TY21RA (287466)



SAC INCLUS!

LAWN-BOY

\$398

TONDEUSE À ESSENCE 21" DE 6.5 C.V.
Moteur «Tecumseh» à 4 temps. Hauteur de coupe à 6 positions. 10273C (287328)



12 versements égaux
* ne payez que
53.46
par mois!

YARD-MAN®
\$597

TONDEUSE À ESSENCE 21" DE 6.75 C.V.
Propulsion arrière. Roues avant pivotantes et réglables. Ens. de déchiquetage, décharge latérale et sac arrière inclus.
12A-995E501 (287196)



YARD-MAN®

\$368

TONDEUSE 21" DE 6.75 C.V.
Ens. de déchiquetage, décharge latérale et sac arrière inclus. 11A-435E501 (287199)



YARD-MAN®

ENS. DE DÉCHIQUETAGE ET SAC ARRIÈRE INCLUS!

\$498

TONDEUSE À ESSENCE 21" «PACSETER» DE 6.75 C.V.
Autopropulsée. Vitesse réglable. Décharge latérale. Roues arrière plus larges. 12AD565E501 (287198)



12 versements égaux
* ne payez que
60.72
par mois!

YARD-MAN®

\$678

TONDEUSE À ESSENCE 21" DE 6.75 C.V.
Démarreur électrique. Propulsion arrière. Ens. de déchiquetage, décharge latérale et sac arrière inclus. 12AE975E501 (287195)

SHERBROOKE
600, Jean-Paul-Perrault

AVEC LE FINANCEMENT ACCORD D C'EST SIMPLE ET PRATIQUE!
accord D
Desjardins

Sur tout achat de \$250 et plus (avant taxes). Sur approbation du service de crédit Visa Desjardins. Plus de détails en magasin.

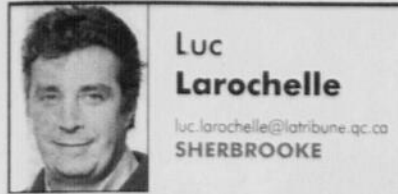
Si jamais vous trouvez un article identique à plus bas prix ailleurs, que nous pouvons vérifier, nous vous l'offrirons au même prix que notre concurrent, moins

10% SUR-LE-CHAMP... GARANTI!

En raison des fluctuations du marché, les prix peuvent varier après le 24 mai 2004. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités à un nombre raisonnable, pour nos clients entrepreneurs comme pour le grand public. Nous nous efforçons de faire une publicité juste et véridique. Par ailleurs, une erreur humaine ou mécanique pourrait survenir. Dans un tel cas, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour satisfaire notre clientèle. Nos prix ne comprennent pas la TPS ni la TVG. Notre garantie de prix imbattables, avec 10% de moins sur-le-champ, ne s'applique pas aux soldes de liquidation, de fin de saison et de folie de nos concurrents. Certains produits peuvent différer des illustrations. © Réno-Dépôt Inc. 2004.

CELUI QUI FAIT BAISSER LE COÛT DE LA RÉNOVATION® À SHERBROOKE!

Un message entendu à Bromptonville



Luc Larochelle
luc.larochelle@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

L'achalandage a augmenté au bureau d'enregistrement de Bromptonville hier, à la suite de l'appel à la mobilisation lancé la veille par un groupe piloté par Solange Morissette. Le comité anticipe «un grand coup» aujourd'hui, à la suite de la distribution de près de 2500 tracts aux portes des Bromptonvillois.

«Avec les réactions qu'on entend sur le terrain, ça va débloquent. Croyez-moi, il y en aura un référendum. Le mécontentement est particulièrement élevé chez les citoyens de l'ancien Canton de Brompton, qui n'avaient pas encore digéré la première fusion. Alors, imaginez la deuxième» a rapporté hier Mme Morissette.

D'autres sources ont confirmé qu'il y avait plus de signataires hier à Bromptonville qu'au cours des jour-



Solange Morissette

nées précédentes.

«Je suis né et j'ai grandi à Bromptonville. Nous avons toujours eu la mentalité d'une petite ville et j'aurais préféré que nous le demeurions. Je souhaite ardemment la tenue d'un référendum», a exprimé Patrick Bergeron, un jeune père de famille.

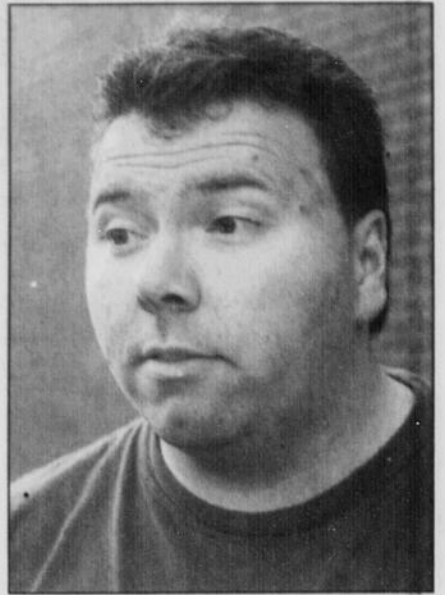
Référendum possible

«C'est possible qu'il y ait un référendum mais je serais le gars le plus surpris qu'il soit positif et que Brompton se détache de Sherbrooke. Je n'entends rien de tel», a commenté le président de l'arrondissement, Clément Nault.

Une infiltration d'eau à la Maison des jeunes de Bromptonville, où les citoyens sont invités à signer le registre, a par ailleurs marqué la journée d'hier.

Égout bloqué

«Un égout pluvial dans le stationnement est bloqué et l'eau s'est infiltrée à l'entrée de notre local durant l'averse torrentielle qui s'est produite en fin d'après-midi. Ça n'a toutefois pas perturbé le déroulement de nos activités. Nous avons une deuxième porte qui aurait pu être utilisée en cas de besoin», a expliqué le responsable du bureau, Jean-Claude Beaulieu.



Patrick Bergeron

Un référendum inévitable à Canton de Magog



Jean-François Gagnon
jean-francois.gagnon@latribune.qc.ca
MAGOG

On assistera à un référendum sur la reconstitution du Canton de Magog. Sans dévoiler les chiffres que son groupe possède, la porte-parole de la Coalition des citoyens et des citoyennes pour la défusion du Canton de Magog, Vicky May Hamm, admet qu'il est «clair maintenant qu'un tel exercice aura lieu».

Les chiffres que la Coalition pour la défusion du Canton de Magog a en sa possession lui proviennent des bénévoles qu'elle a postés à proximité de l'ancien hôtel de ville du Canton de Magog.

Bien qu'elle convienne que ces chiffres ne sont pas totalement fidèles, Vicky May Hamm semble désormais se concentrer sur un nouvel objectif, soit l'atteinte de 1000 signatures au registre du Canton, qui devait n'en comporter que 649 pour obliger la tenue d'un référendum localement.

Mais cette révélation concernant la tenue d'un référendum n'a rien de si surprenant, car le maire de Magog lui-même, Marc Poulin, n'entreprendrait plus véritablement un grand espoir que cet exercice sera évité.

Par contre, bien que des informations parcellaires circulent, il faudra attendre jusqu'à demain en soirée pour enfin connaître le nombre précis des signatures au registre du Canton, mais aussi à ceux des anciennes municipalités de Magog et d'Omerville, où toutefois les signataires seraient bien moins nombreux.

D'autre part, le conseil municipal magogois a adopté lundi soir une résolution d'intention visant à «mettre en commun les actifs et les passifs des anciennes municipalités, dont Hydro-Magog, excluant leur surplus, et d'harmoniser les sources de revenus et de dépenses».

L'exclusion des surplus permettrait à la Ville de Magog de conserver le sien, qui se chiffrent à trois millions de \$. Ceux des deux autres secteurs de Magog se compteraient plutôt en dizaines de milliers de \$.

«Ce qu'on propose aux gens en gros, c'est d'avoir un seul taux de taxation pour tous nos propriétaires de résidences dans quatre ou cinq ans, explique le maire Poulin. Et de n'avoir que de faibles augmentations annuelles de leur compte de taxes semblables à l'accroissement du coût de la vie.»

Modification du décret

Pour arriver à cela, la Ville de Magog devra obtenir l'accord du ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir du Québec, Jean-Marc Fournier, pour la modification du décret de fusion des trois municipalités originelles.

Or, si cela apparaîtra comme une formalité à certains, cela ne l'est visiblement pas dans l'esprit de Vicky May Hamm, laquelle ne se montre d'ailleurs pas impressionnée par la résolution d'intention de la Ville.

AUVENT rétractable
résidentiel • commercial

À partir de **999\$***

*Sur acceptation de notre bureau de crédit

MULTI PISCINE FLEURIMONT
1597 Galt Est
566.8558

«Vous savez, la Ville a déjà tenté de faire modifier le décret dans le dossier Hydro-Magog et cela lui avait été refusé», indique Vicky May Hamm en affirmant qu'aux dernières nouvelles, le ministère n'avait toujours pas reçu de demande de modification officielle de l'administration Poulin.

Toutefois, le maire Poulin se montre bien davantage confiant et croit que la modification du décret pourrait être effectuée avant le 1er janvier 2005, ce qui donnerait l'occasion à sa municipalité d'en tenir compte dans l'aménagement de son prochain budget municipal.

Soutenant avoir été félicité par plus d'un pour la démarche de mise en commun et d'harmonisation entreprise par sa ville, Marc Poulin avoue néanmoins une petite faute. «On aurait dû parler avant du partage des profits d'Hydro-Magog. Mais on ne voulait pas avoir l'air d'offrir des cadeaux aux gens», confie-t-il.

Dans la foulée, il remarque que l'idée du partage des profits du réseau électrique de sa localité «n'est pas qu'un bonbon», contrairement à ce que jugent des gens au sein des rangs défusionnistes du secteur Canton.

2004... C'est mon année... Le cesse de fumer

ARRÊTER DE FUMER
C'est sérieux et pas facile
avec **Lasérothérapie 3001**
nous vous garantissons par écrit une réussite à 75 %.
Le 25 % c'est votre collaboration.

- En 16 années d'expertise, nos traitements sont prouvés 4 fois plus efficaces que toute autre méthode.
- Reçus pour impôts et compagnies d'assurances.
- Attestation de non-fumeur pour assurance-vie.

SUR RENDEZ-VOUS SEULEMENT
MAINTENANT SITUÉ AU : Carrefour de l'Estrie
3050, Boul. de Portland, Sherbrooke
Situé dans les locaux du salon de bronzage
Dépense Soliel à l'entrée principale au 2e étage.
(819) 821-3002

VENTE 25^e ANNIVERSAIRE

22-23-24 MAI

DE NOMBREUX RABAIS EN MAGASIN

SUPER SPÉCIAUX

SAC À DOS Jack Wolfskin Agadir II rég. 229\$ **SPÉCIAL 159⁹⁹**

MANTEAU Patagonia Supercell imper respirant rég. 299\$ **SPÉCIAL 149⁹⁹**

PANTALON Patagonia Utility pour homme **RABAIS DE 25%**

VÉLO

VÉLO DOUBLE SUSPENSION Rockhopper FSR rég. 1 550\$ **SPÉCIAL 699⁹⁹**

ACCESSOIRES ET SOULIERS Specialized **RABAIS DE 60%**

CANOT ET KAYAK

ACCESSOIRE GRATUIT à l'achat d'un CANOT ou d'un KAYAK

la randonnée
Boutique Plein Air
pleinair@larandonnee.com
2325 King Ouest, Sherbrooke 819 566-8882

25^e ANNIVERSAIRE



L'événement ÉQUIPÉ POUR LE PRINTEMPS Honda

Berline ou coupé Civic DX 5 vitesses 2004

Prix de location

178 \$*

par mois/pour 48 mois

Taux de financement en location ou à l'achat

3,8 %**

0 \$

dépôt de sécurité

Incluant
96 000 km • Option 0 \$ comptant disponible
Transport et préparation inclus en location seulement



**Voiture la plus vendue
au Québec en 2003**
- AIAMC

Berline Civic DX 2004
illustrée

Berline Accord DX 5 vitesses 2004

Prix de location

278 \$*

par mois/pour 48 mois

Taux de financement en location

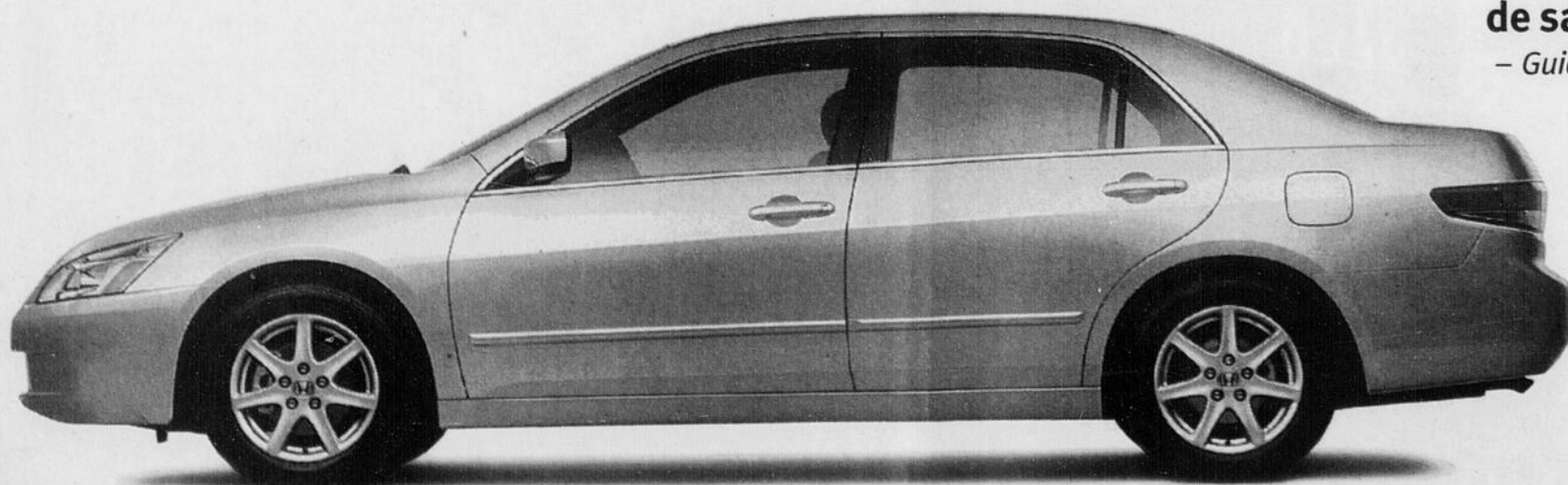
4,8 %**

0 \$

dépôt de sécurité

Incluant
96 000 km • Option 0 \$ comptant disponible
Transport et préparation inclus en location seulement

**Meilleure berline
de sa catégorie**
- Guide de l'auto 2004



Berline Accord EX-V6 2004
illustrée

**OUI, ON A FAIT
LE PLEIN**

Tous les véhicules Honda sont livrés avec un réservoir plein.



L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC

HONDA

POUR OBTENIR L'ADRESSE D'UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE www.honda.ca OU COMPOSEZ LE 1 888 9-HONDA-9.

Les offres de location-bail sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur acceptation du crédit. *Ces offres portent sur les véhicules neufs 2004 mentionnés ci-après. Période de location: 48 mois. Première mensualité exigible. Pour chaque véhicule sont identifiés: a) le paiement mensuel b) le montant initial requis ou échange équivalent c) le montant total au terme de la location et s'il y a lieu, d) la nécessité d'un dépôt de sécurité. Berline Civic DX 5 vitesses (modèle ES1514PX) et coupé Civic DX 5 vitesses (modèle EM2114P): a) 178 \$ b) 2530 \$ c) 11 074 \$. Berline Accord DX 5 vitesses 2004 (modèle CM5514PL) a) 278 \$ b) 3553 \$ c) 16 897 \$. Programme 0 \$ comptant également offert. Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation inclus en location seulement. Frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Option d'achat au terme de la location moyennant un supplément. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Photo à titre indicatif. **Les offres de financement sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur l'acceptation du crédit. Taux de 3,8 % pour le financement à l'achat ou à la location d'une berline Civic DX 5 vitesses 2004 (modèle ES1514PX) ou d'un coupé Civic 5 vitesses 2004 (modèle EM2114P) en inventaire pour un terme allant jusqu'à 60 mois à l'achat et 48 mois à la location. D'autres termes de financement sont offerts. Taux de 4,8 % pour le financement à la location d'une berline Accord DX 5 vitesses 2004 (modèle CM5514PL) en inventaire pour un terme allant jusqu'à 48 mois. D'autres termes de financement sont offerts. Un versement initial plus les taxes applicables pourraient être exigées. Offre d'une durée limitée. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Photo à titre indicatif.

TQS supprime son bulletin du midi en Estrie



Geneviève Simard-Tozzi

genevieve.simard-tozzi@tribune.qc.ca
SHERBROOKE

Le réseau TQS a décidé de supprimer ses bulletins d'information du midi en région. TQS-Estrie, tout comme TQS-Mauricie, ne produira donc plus de *Grand journal du midi* local sur l'heure du dîner. C'est le bulletin national qui reprendra la place qu'il avait auparavant.

«Il a été décidé de mettre davantage d'énergie sur l'ensemble du réseau, afin que ce soit plus profitable et cela non pas en argent, mais en cotes d'écoute», explique Michel Cloutier, directeur général de TQS-Estrie.

La nouvelle survient malgré les sondages BBM parus la semaine dernière qui révélaient une augmentation de 28 % entre 11h30 et 13h pour la formule du *Grand journal du midi* mise sur pied à l'automne dernier.

L'autoroute 10 sera bientôt moins cahoteuse...

La Tribune
SHERBROOKE

La circulation est perturbée depuis hier sur l'autoroute 10 en raison du début des travaux de pavage à la hauteur de l'ancienne municipalité de Saint-Élie-d'Orford.

Des travaux de «recyclage à froid» de la chaussée seront effectués en direction ouest (vers Montréal) sur une distance approximative de cinq kilomètres.

Le secteur visé se situe de la halte routière de Saint-Élie-d'Orford jusqu'au chemin Saint-Roch, un secteur où le pavage est très endommagé. Les travaux devraient se terminer le 31 mai, indique un communiqué du ministère.

Des ralentissements sont à prévoir puisqu'une voie sur deux sera disponible durant les travaux. La circulation se fera en continu sur la voie restante. Toutefois, la largeur disponible de circulation sera de 3,5 mètres seulement.

Le chantier sera en opération du lundi au jeudi, de 6 h à 20 h, et le vendredi, de 6 h à 15 h. Il est à noter que les entraves seront maintenues le soir et les fins de semaine.



Imacom, Claude Poulin

Des travaux de pavage ont été entrepris sur l'autoroute 10, à la hauteur de Saint-Élie-d'Orford.

L'exécution des travaux, évalués à environ 320 000 \$, a été confiée à l'entreprise Talon Sebeq inc.

Les usagers de cette portion de route ont été à même de constater

que les conditions météorologiques de l'hiver l'ont parsemé de nombreux nids-de-poule. Ceux-ci pouvaient atteindre à certains endroits près de trois mètres de longueur.

Les employés du ministère des Transports avaient pu les colmater, mais la chaussée demeurait cahoteuse, compte tenu du grand nombre de nids-de-poule.



La Tribune, archives

L'animateur Jean-François Benoit est évidemment déçu que le bulletin du midi disparaisse de la programmation de TQS-Estrie. «L'émission ne faisait plus partie des options (du réseau TQS), semble-t-il. Je suis tout de même très satisfait de ce que l'équipe a fait, nous avons vraiment livré le boulot.»

L'animateur Jean-François Benoit mentionne lui aussi qu'il s'agit d'une décision du réseau: «L'émission ne faisait plus partie des options, semble-t-il. Je suis tout de même très satisfait de ce que l'équipe a fait, nous avons vraiment livré le boulot.»

«C'est sûr que c'est très décevant, ajoute M. Benoit. Habituellement, les dirigeants laissent quatre sondages à une

émission pour faire ses preuves, mais ils n'avaient rien promis à l'origine. Nous aurons eu un an.»

Les employés de TQS-Estrie qui travaillaient à l'émission seront la plupart relocalisés, soutient Michel Cloutier. Pour Jean-François Benoit qui se consacrait pleinement au bulletin du midi, les prochaines semaines seront synonymes d'un congé bien mérité après une année de travail fort chargée. «Je vais réfléchir à mon avenir.»

BBQ
LE GRIL DU GOURMET

GARANTIE À VIE

MULTI PISCINE FLEURIMONT 1597 Galt Est 566.8558

BEAUTÉ à la baie

Recevez un **CADEAU** pour votre peau à l'achat de 26 \$* ou plus de produits Biotherm!

Seulement @ la Baie



Votre cadeau contient :

- échantillon SOURCE THÉRAPIE, 2 ml;
- gelée nettoyante clarifiante BIOSOURCE, 15 ml;
- gelée démaquillante BIOCILS pour yeux sensibles, 30 ml;
- soin rajeunissant visible AGE FITNESS, 15 ml;
- gelée douche hydro-tonique AQUATHERMALE, 15 ml;
- gommage corporel peau lisse AQUATHERMALE, 30 ml;
- SAC À MAIN PRATIQUE BIOTHERM.

Un cadeau pour votre type de peau!

- Peau normale à mixte
- Peau sèche

* Avant les taxes applicables. Un cadeau par personne, jusqu'à épuisement des stocks. En vigueur jusqu'au dimanche 6 juin 2004.



NOUVEAU!
AQUASOURCE NON STOP
24 heures d'hydratation non-stop.
L'équivalent de 5 000 litres d'eau thermale dans chaque pot.



la **Baie** encore plus

Obtenez jusqu'à 50 % plus de points Primes Hbc. Utilisez conjointement les deux cartes au moment de régler votre achat dans les magasins de la famille Hbc.



LES PRODUITS ÉLECTRIQUES
SURPLEC
149 ch. Godin, St-Élie d'Orford
Tél: 821-3636

ENTRETIEN GÉNÉRATRICES

SERVICE

- Techniciens qualifiés
- Atelier complet
- Service sur la route
- Entretien mécanique et électrique

ATTENDEZ PAS D'ÊTRE PRÊT À LES UTILISER POUR LES REMETTRE EN BONNE CONDITION

ACHAT VENTE (Neuf et Reconditionné) LOCATION

Division GROUPE ÉLECTROGENÈRES ET ACCESSOIRES

J'ai consulté les astres.
J'ai fouillé dans mes papiers.
J'ai demandé à mon beau-frère,
à ma voisine...

Et puis un jour, j'ai dit
« C'est assez ! »

J'ai utilisé **simul®** retraite
Outil de simulation des revenus à la retraite

ENSIN, je sais!

www.rrq.gouv.qc.ca

Régie des rentes Québec

Opinions



Présidente et éditrice: Louise Boisvert

Rédacteur en chef: Maurice Cloutier

Directeur de l'information: André Larocque

Adjointe au directeur: Jacynthe Nadeau

L'Europe à 25, les USA et nous



Jean-Guy Dubuc

Collaboration spéciale

Le 1er mai dernier, quand dix nouveaux pays se sont joints à «la vieille Europe» pour former une nouvelle communauté humaine, des millions de personnes en pleuraient de joie. Pour nous, difficile de s'imaginer: huit de ces pays avaient vécu sous la domination soviétique pendant des décennies, certains après l'occupation allemande, toujours privés de liberté, de droits, du respect que l'on doit à des personnes humaines.

Voilà qu'ils sont aujourd'hui devenus des partenaires égaux, au sein d'une nouvelle Europe regroupant maintenant 450 millions de citoyens avec les mêmes droits, les mêmes pouvoirs, les mêmes devoirs. On peut comprendre l'immense importance de l'événement dans la vie de ces gens: un moment historique auquel plusieurs avaient cessé de croire il y a à peine quelques années.

Oui, mais pour nous, direz-vous, qu'est-ce que ça change...?

D'abord, avec un brin d'humanité, on peut se réjouir du bonheur de millions de personnes: si on s'attriste, parfois, de la cruauté d'être inhumains qui dévalorisent l'humanité, on peut aussi se consoler de ce qui la grandit. Or, pour ces dix pays, de toute évidence, leur entrée dans l'Europe représente un espoir nouveau pour leur avenir et pour leur survie.

Pour les quinze autres pays déjà regroupés, la perception peut varier. Certains d'entre eux craignent les dépenses que ces pays, presque tous pauvres, vont occasionner dans leurs budgets: la France, l'Allemagne et l'Italie supportent déjà d'énormes déficits, qui risquent de grossir. C'est un fait: les pays les plus riches vont devoir soutenir les plus démunis, comme, par exemple, la Pologne. Et puis, il y aura de nouveaux élus, plus de bureaucratie, des cultures inconnues, des marchés ouvrant la porte à la fraude et à des commerces illégaux, des menaces à la santé et bien d'autres maux qu'on ne cesse d'énumérer.

D'autres, plus positifs ou moins craintifs, deviennent déjà la puissance économique que les 25 vont devenir: une abolition des frontières commerciales, une coopération à plusieurs niveaux, une union qui repousse les guerres et les affrontements, des concertations qui permettent les échanges, un climat d'amitié comme l'Occident n'en a pas connu depuis des siècles. Et, surtout, une force capable

de faire face à celle de l'Amérique, qui est actuellement seule à pouvoir s'imposer au reste du monde.

L'Europe à 25 devrait nous affranchir, dans une certaine mesure, d'un voisin envahissant, exigeant, encombrant, replié sur lui-même, convaincu de représenter la seule force, la seule culture, la seule puissance que mérite la terre entière.

L'Europe nouvelle n'a pas la prétention de se comparer aux États-Unis. Mais d'une certaine façon, elle se donne un lieu de rencontre, de partage, de mise en commun qui pourra lever la tête devant les tentations d'impérialisme qu'un pays trop fort peut imposer aux autres. Il est bon, pour l'Occident et pour le monde, que des pays s'unissent à la défense d'intérêts communs; des intérêts qui ne sont pas toujours ceux des États-Unis.

Et pour nous, que peut-il advenir de bon...?

Des avantages certains. Bien sûr, il y a les possibilités d'ouverture de marchés, de relations commerciales plus faciles, de contacts diplomatiques simplifiés et d'autres intérêts économiques évidents. Mais aussi, il y aura, grâce à ces relations nouvelles, une ouverture sur une autre partie du monde: elle devrait nous affranchir, dans une certaine mesure, d'un voisin envahissant, exigeant, encombrant, replié sur lui-même, convaincu de représenter la seule force, la seule culture, la seule puissance que mérite la terre entière.

Cette Europe nouvelle va bientôt se donner une Constitution: peut-être une certaine inspiration pour nous qui cherchons une façon de «vivre ensemble»; peut-être un modèle de respect des différences, des cultures et des histoires; peut-être un style de collaboration «avec» plutôt que «contre»; peut-être une nouvelle définition de l'union de tous pour le bien de chacun...

À suivre, et à discuter, en juin prochain.



BRUNO-MARIE BÉCHARD PRÊT POUR LE SPRINT ÉLECTORAL

Tribune libre

Un bel essai, mais ce n'est pas la formule que nous attendons

Deux établissements, qui accueillent des personnes âgées en résidence, annoncent des mesures destinées à éliminer l'inacceptable trois mois de nourriture et de logement à payer, en cas de décès ou de départ pour se diriger vers un centre hospitalier pour soins de longue durée, ou tout simplement pour changer son lieu de résidence, mais les modalités d'accompagnement de ces initiatives suscitent de sérieux questionnements.

L'AQDR croit que le gouvernement du Québec doit intervenir dans ce dossier. Si le locataire décède ou doit quitter pour se diriger vers un centre hospitalier pour soins de longue durée, il doit de toute évidence être limité à payer le mois suivant de loyer, mais surtout pas la nourriture non consommée. Il devrait aussi y avoir obligation pour le propriétaire de prévoir la signature de deux engagements séparés (baux), l'un pour le logement et l'autre pour la nourriture et les autres services. Cette mesure ferait d'une pierre deux coups, en facilitant aussi l'obtention

de 23 % de crédit d'impôt pour les services accordé aux 70 ans et plus. Avec cette modification aux règles à suivre, les exigences de la Régie du logement seraient comblées et les personnes âgées aussi.

Il y a déjà quelques semaines, le propriétaire de Résidences Saint-François annonçait la mise en place d'un système excluant la signature d'un bail, mais accordant, en contrepartie, l'assurance de n'avoir pas à acquitter le plein montant de trois mois de nourriture et de logement, en cas de départ pour toutes les raisons mentionnées dans le paragraphe ci-haut. La durée du paiement est limitée à un mois. L'AQDR s'interroge toutefois à savoir ce qu'il va arriver sans bail. Le propriétaire pourra-t-il expulser ses locataires sans autres raisons, sur simple avis d'un mois? La formule inclut un montant forfaitaire à être versé par le propriétaire, en tel cas, mais est-ce la meilleure formule pour éliminer l'inacceptable?

Par ailleurs, les Résidences Soleil, de la famille Savoie, ont conçu une sorte de plan d'assurance, incluant un versement

additionnel de 10 \$ par mois, afin de compenser pour l'élimination de cette obligation de payer les trois mois de logement et de nourriture, à la suite d'un décès ou d'un déménagement forcé vers un centre hospitalier pour soins de longue durée. Et si la personne, alors âgée de 70 ans vit jusqu'à 90 ans, le propriétaire aura encaissé la jolie somme de 2400 \$ pour les inacceptables trois mois, et les personnes âgées ou leur succession devraient quand même acquitter les frais de logement et de nourriture, après leur départ ou leur décès. La solution proposée comporte des lacunes sérieuses.

Le gouvernement doit intervenir dans les plus brefs délais afin de corriger cette situation, qui pénalise un bon nombre de personnes âgées en résidence.

Yvon Rousseau, pour l'AQDR section de Sherbrooke

Tribune libre

M. Martin, la bonne volonté ne suffira pas



Alain Dubuc

Collaboration spéciale

Le discours de Paul Martin, lundi à Laval, a unanimement déçu. Cela tient en grande partie aux attentes élevées que cette intervention avait suscitées après que l'entourage du premier ministre eut annoncé un discours «majeur».

Ce discours n'a rien de majeur, en ce sens qu'il ne fait que reprendre, en termes généraux, les grands principes que défend le premier ministre depuis son accession au pouvoir. Le discours est également décevant parce que le premier ministre le prononçait à la veille du déclenchement des élections, au Québec, une province qui est en train d'échapper aux libéraux.

On se serait attendu de sa part à un effort particulier. Pas pour promettre des bonbons, pas pour rouvrir le dossier constitutionnel, mais à tout le moins pour formuler une vision stimulante des rapports entre le Québec et le reste du Canada. Son appel, «J'ai besoin du Québec», était loin du compte, d'autant plus

qu'il pouvait facilement être interprété comme l'appel à l'aide d'un politicien en quête de votes.

Il est vrai que M. Martin prône une attitude nouvelle envers les provinces et envers le Québec. On ne peut pas douter de sa sincérité, d'autant plus que, depuis son arrivée au pouvoir, il y a eu un évident changement d'approche. La bonne volonté est là, mais elle ne suffira pas.

Cette attitude nouvelle, c'est d'abord une façon de considérer les provinces comme des partenaires plutôt que des vassaux, sans le mépris que Jean Chrétien laissait si souvent transparaître. C'est aussi l'absence d'hostilité envers un nationalisme québécois qui irritait tant Jean Chrétien. Paul Martin y voit, depuis longtemps, une force qui peut inspirer et enrichir le Canada. Une approche qui facilite grandement le règlement de dossiers, comme les congés parentaux ou la présence de provinces, surtout le Québec, à des forums internationaux.

Voilà pour la manière. Mais le fond?

Paul Martin reste un politicien fédéral classique dont toute la carrière politique s'est faite à Ottawa et pour qui les solutions passeront le plus souvent par Ottawa. Il n'est pas décentralisateur et il tient à préserver la marge de manoeuvre du gouvernement central. Tout au long de sa carrière de ministre des Finances,

il a même exprimé une vision implicite du partage des pouvoirs, potentiellement conflictuelle, selon laquelle les provinces gèrent les programmes, tandis que le gouvernement central se réserve les fonctions stratégiques, recherche, savoir, compétitivité, etc.

Ce classicisme, on le voit dans sa façon étonnante de refuser d'aborder la question du déséquilibre fiscal avec les provinces. Elle est étonnante quand on voit qu'il n'hésite pas une seconde à reconnaître celui dont souffrent les villes. «Et nous savons tous que les ressources financières des villes partent au pays ne suffisent plus», dit-il dans ce même discours.

Et c'est là que la manière ne suffira pas. Le gros dossier qui attend M. Martin, au lendemain des élections, c'est la rencontre avec les provinces sur le financement de la santé. La santé, c'est sa première priorité, le thème central de sa campagne, et l'entente qu'il veut conclure avec les provinces en serait la cheville ouvrière.

Et pourtant, M. Martin, dans son discours «majeur», n'avait rien d'autre à dire que des généralités sur la question: «Nous allons nous asseoir afin de parvenir à une entente visant des réformes nécessaires». À cette occasion, nous allons mettre en place un nouveau mécanisme

de transfert afin de fournir aux provinces un financement accru et prévisible pour la santé.», «Il y a des pistes de solution et on va les trouver.» Quelle entente? Quelles réformes? Quels mécanismes? Quel financement? Quelles pistes de solutions? Pas un mot.

Ottawa et le gouvernements provinciaux se sont assez souvent assis ensemble pour savoir que la bonne volonté ne suffira pas. Le succès de la rencontre de cet été reposera sur la capacité de résoudre des questions fondamentales: quel effort financier Ottawa est-il prêt à faire, quel doit être le rôle du gouvernement central en santé, comment les provinces peuvent-elles travailler ensemble, quelles valeurs le système de santé doit-il défendre? Bref, le succès en santé reposera sur une vision précise du Canada, sur laquelle le premier ministre devra se mouiller tôt ou tard. Voilà quelque chose dont il aurait pu parler à Laval.

M. Martin, dans bien des domaines, est un réformateur. Qu'on pense à sa vision de la globalisation, du G-20 ou de la place du savoir. Tous ces grands courants auxquels le premier ministre a réfléchi ont aussi un impact sur le Canada et exigent qu'on aborde la structure et le fonctionnement du Canada avec le même esprit de réforme. Et c'est là que M. Martin est silencieux. D'où la déception.

Opinions plus

Les bals des finissants au secondaire: tradition ou exploitation?

Robes longues et tuxedos, limousines et cocktails, grands hôtels et... pâturages, abus d'alcool et risques d'accidents. Les bals des finissants qui coûtent des fortunes aux jeunes et à leurs parents sont-ils vraiment nécessaires au passage à la vie d'«adultes»?

Si oui, pourquoi? Si non, comment faire évoluer la tradition?

On peut faire parvenir les textes avant jeudi midi.

Par télécopieur: 819-564-5480;

par courriel: opinionsplus@latribune.qc.ca;

ou par la poste: 1950, rue Roy, Sherbrooke, J1K 2X8

Le litre à 99,4 cents à Sherbrooke!

Claude Plante
SHERBROOKE

Comme c'est le cas dans le reste de la province, les stations-service de la région sherbrookoise ont haussé le prix de leur essence à près d'un dollar le litre. Du jamais vu!

Depuis la matinée d'hier, le prix affiché à la pompe se situe à 99,4 cents le litre de carburant ordinaire. C'est une hausse de cinq cents par rapport au prix de vente maintenu depuis quelques jours dans la région.

Cette augmentation n'a rien pour calmer l'humeur des automobilistes qui rageaient à la suite de la hausse observée au début du mois de mai. Là aussi, le prix de l'essence avait grimpé de cinq cents le litre, à Sherbrooke, pour atteindre un sommet jamais égalé de 94,4 cents.

Comme c'était le cas à ce moment, la hausse d'hier fait suite à celle du baril de pétrole brut dont le prix atteint ces temps-ci des niveaux records.



Le prix du litre d'essence a pratiquement atteint le dollar au cours de la journée d'hier à Sherbrooke.

L'attrait des voitures hybrides ne bouge pas



Gilles
Fisette

gilles.fisette@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Ce sont les automobiles de l'avenir. Toutefois, pour l'instant, les voitures hybrides suscitent surtout la curiosité mais n'attirent pas encore beaucoup d'acheteurs, même si l'essence frôle la barre psychologique du 1 \$.

Malgré la hausse vertigineuse du prix du litre d'essence, les vendeurs de voitures hybrides rapportent en effet n'avoir pas encore ressenti un engouement particulier pour les automobiles qui consomment le moins d'essence possible.

Chez Honda, on propose la Insight ainsi que la Civic Hybrid. L'an prochain, la Accord disposera également d'une version hybride qui, comme toutes les autres, sera propulsée par l'essence et l'électricité. Pour le modèle Pilot, il faudra attendre 2006.

Toyota offre également une automobile hybride, soit la Prius. On annonce même que l'utilitaire sport Highlander disposera d'une version hybride dès l'an prochain. Ce fabricant a également mis au point une automobile-concept haute performance hybride à qui il a donné le nom de l'inventeur de la pile, Alessandro Volta.

Chez Sherbrooke Honda, un représentant, Martin Turgeon, rapporte que l'intérêt à l'endroit des hybrides n'a pas visiblement grandi avec la

hausse du prix de l'essence.

«Les gens qui en achètent le font d'abord dans un but écologique, afin de moins émettre de gaz à effet de serre. Ils pensent aux générations futures. Pour les économies d'essence, c'est moins évident. Compte tenu du prix d'achat supérieur aux modèles conventionnels, il faudrait rouler plus de 40 000 kilomètres par année avant de commencer à épargner», a-t-il souligné.

Présentement, Sherbrooke Honda ne vend que quelques voitures hybrides par année.

«Mais c'est évident que c'est la voie de l'avenir. Honda y est engagé depuis 2001», a-t-il ajouté.

Pour un acheteur d'une Civic Hybrid ou d'une Insight, il n'y a pas de délai d'attente. En moins de quatre jours, il est possible de satisfaire son désir.

Chez Relais Toyota, le représentant, Bruno Bédard, déclare avoir noté une légère croissance dans les demandes d'informations à propos des automobiles hybrides. Toutefois, ajoute-t-il, cela ne s'est pas encore traduit par des ventes accrues.

«Pas encore, en tout cas», a-t-il lancé.

«Nous avons eu quelques demandes d'informations. On sent un accroissement de l'intérêt envers ces produits... Un des problèmes que nous avons, c'est qu'on ne peut pas en faire essayer. Celles que nous recevons vers le 15 juin sont déjà vendues.»

Pour acquérir une Toyota hybride, il faut compter au moins six à huit semaines d'attente.

Quant aux utilitaires sport, Les vendeurs interrogés n'ont pas rapporté d'impact particulier découlant de la hausse du prix de l'essence. Rien de perceptible.

2004 ECHO HATCHBACK CE

169 \$

par mois/location 60 mois
Transport et préparation inclus
Comptant de 437 \$
Option 0 \$ comptant
également disponible à la location

prixACCÈS

À partir de
12 984 \$*



2004 COROLLA

189 \$

par mois/location 48 mois
Transport et préparation inclus
Comptant de 1 750 \$
Option 0 \$ comptant
également disponible à la location

prixACCÈS

À partir de
15 393 \$*



2004 CELICA GT

299 \$

par mois/location 48 mois
Transport et préparation inclus
Comptant de 3 565 \$
Option 0 \$ comptant
également disponible à la location

prixACCÈS

À partir de
24 674 \$*



2004 CAMRY LE

279 \$

par mois/location 48 mois
Transport et préparation inclus
Comptant de 3 975 \$
Option 0 \$ comptant
également disponible à la location

prixACCÈS

À partir de
24 638 \$*



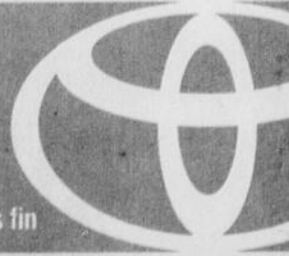
VENTE
ÉTIQUETTE
ROUGE

0 \$

PREMIÈRE MENSUALITÉ
DÉPÔT DE SÉCURITÉ

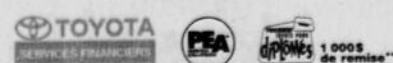
À LA LOCATION SUR TOUS NOS MODÈLES 2004 EN STOCK*

TOYOTA
un coup de cœur sans fin



« CELUI QUI RAGE
CONTRE LE COÛT DE LA VIE
DEVRAIT LIRE
CE TRAITÉ D'ÉCONOMIE. »

Votre nouvelle Toyota ne part jamais sans un plein réservoir d'essence, l'assistance routière et des tapis protecteurs.



Votre concessionnaire www.acces.toyota.ca

Programmes de location au détail et de financement à l'achat de Toyota Canada Inc. Sur approbation de crédit par Toyota Services Financiers. *Offres de location au détail valables sur les modèles Echo Hatchback CE 2004 (JT123M AA), Corolla 2004 (BR32EM AA), Celica GT 2004 (DR32TM AA) et Camry LE 2004 (BE32KP AA) neufs en stock. Première mensualité de 0 \$ sur les modèles Toyota 2004 neufs en stock à l'exception de la Prius 2004 et de la Camry Solara cabriolet 2004, pour des termes de location de 48 mois (Echo 2004 pour des termes de location de 60 mois). Dans l'éventualité qu'un client désire avoir un terme de location moindre que 48 mois (Echo 2004, moindre que 60 mois), un rabais représentant le coût d'une mensualité basée sur un terme de 48 mois (une mensualité basée sur un terme de 60 mois pour l'Echo 2004) sera accordé. Offre de 0 \$ dépôt de sécurité sur tous les modèles Toyota 2004 neufs en stock à la location. Franchise annuelle de 24 000 km. Frais de 7 \$ (Echo et Corolla 2004) et de 10 \$ (Celica et Camry 2004) du kilomètre excédentaire. Immatriculation, assurances et taxes en sus. * Prix Accès pour les modèles Echo Hatchback CE 2004 (JT123M AA), Corolla 2004 (BR32EM AA), Celica GT 2004 (DR32TM AA) et Camry LE 2004 (BE32KP AA) neufs en stock. Les Prix Accès indiqués dans cette publicité sont en vigueur pour le mois de mai 2004 et sont établis par les concessionnaires Accès Toyota pour les concessionnaires participants de la région de Montréal. L'immatriculation, les frais de transport, la préparation, l'enregistrement (y compris ROPRM), les frais d'administration, l'assurance et les taxes sont en sus. Composez le 1 888 Toyota-8 ou visitez www.acces.toyota.ca. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. ** Le rabais aux diplômés (jusqu'à 1 000 \$ de remise) peut différer selon le modèle. Photos à titre indicatif seulement. Les offres se terminent le 31 mai 2004. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant.



Imacom, Claude Poulin
Nathalie Goguen veut célébrer la compassion le 5 juin prochain avec le spectacle bénéfique pour les Borja au Théâtre Granada. Elle est ici entourée de Monseigneur André Gaumont, porte-parole de l'événement, et Dany Laliberté, artiste invité de la distribution de Don Juan.

De la musique et des sous pour les Borja



Geneviève Simard-Tozzi
genevieve.simard-tozzi@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

German et Doris Borja, les deux immigrants Colombiens qui avaient trouvé refuge dans le sous-sol d'une église de North Hatley l'été passé, sont toujours en Floride. Leur demande de résidence permanente progresse selon les ressources financières disponibles. Une campagne de financement a lieu présentement pour soutenir la famille.

Un spectacle bénéfique se tiendra au Théâtre Granada, le 5 juin à 20h, et mettra en vedette Claudette Dion dans son spectacle *Hommage à Édith Piaf*. En première partie, Dany Laliberté (de *Don Juan*) offrira quelques interprétations et, en exclusivité, le premier titre de son album dont la sortie est prévue en 2005. L'objectif de la campagne est de ramasser 20000\$. Selon Nathalie Goguen, une alliée de tous les instants de la famille colombienne, si la somme est atteinte, les probabilités que le dossier se complète rapidement sont très bonnes. «Je ne serais pas ici si je n'avais pas espoir, mais je ne suis pas garante du dossier», a-t-elle mentionné hier en conférence de presse.

«Le spectacle-bénéfice permettra d'accueillir les gens et de les remercier de leur soutien», explique Mme Goguen, organisatrice de l'événement. Dès que j'ai de l'argent, je l'envoie aux Borja pour les aider dans leur démarche. Maintenant, c'est au tour de la population de montrer sa compassion.»

Le porte-parole du spectacle-bénéfice, Monseigneur André Gaumont, archevêque de Sherbrooke, renchérit: «Notre religion nous dit d'aimer notre prochain. Nos prochains, ce sont les gens qui sont proches de nous. Il faut faire quelque chose pour aider ces proches que sont les Borja.»

Les Borja sont séparés depuis trois ans. Deux autres membres de la famille, soit la mère et une autre fille, sont présentement au Panama en attente que le dossier soit résolu. Nathalie Goguen souligne qu'ils sont au courant du spectacle qui a lieu pour eux et que Doris «se croise les doigts pour que les gens soient généreux».

Les billets pour le spectacle du 5 juin sont disponibles au coût de 28\$ à la billetterie du Théâtre Granada et au restaurant L'Angélus, partenaire de l'événement. Il est aussi possible de faire un don par chèque à la Fabrique de Waterville, C.P. 503 Waterville (Québec) J0B 3H0.

Randonnée silencieuse à vélo

La Tribune SHERBROOKE

Aujourd'hui mercredi, à compter de 17h45, se déroulera une randonnée silencieuse à vélo à travers les rues de la ville. Organisée par le club cycliste de Sherbrooke, l'activité a pour but d'honorer les cyclistes morts dans des accidents de la route impliquant des véhicules motorisés. Elle vise aussi à sensibiliser les automobilistes sur les dangers rencontrés par les cyclistes sur la route. La randonnée se tiendra simultanément dans plus de 35 villes canadiennes et américaines, dont Montréal et Ottawa.

Le départ sera donné du stationnement du Cinéma Galaxy et empruntera la rue King Ouest jusqu'à l'intersection des Grandes-Fourches. Le peloton sous escorte policière circulera en silence à une vitesse de 20 km/heure jusqu'à son arrivée à l'intersection King Ouest et des Grandes-Fourches. Tous les participants porteront un brassard noir, ou rouge s'ils ont déjà été blessés comme cycliste dans un accident impliquant une automobile.

L'an dernier au Québec, quatre cyclistes sont décédés à la suite d'accidents impliquant des véhicules automobiles.

Précision

Dans le texte intitulé *Des agents de la SQ du Granit dans l'eau chaude*, publié en page A7 de notre édition de jeudi dernier, il aurait fallu lire que lorsqu'une plainte en déontologie policière est déposée, c'est le commissaire en déontologie policière qui enquête.



«...L'OPTRA (...) 5 PORTES OFFRE PLUS D'ESPACE QUE LA MAZDA PROTEGÉ ET L'HYUNDAI ELANTRA...»
Benoît Charrette, La Presse

CHEVROLET OPTRA⁵



VOICI LA NOUVELLE

CHEVROLET OPTRA⁵
179\$/mois**
Terme de 48 mois à la location
Transport et préparation inclus

OU à l'achat
16 188\$*
avec 0% financement*

- Moteur 2,0L DACT 4 cyl. de 119HP • Freins assistés à disque aux 4 roues • Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD
- Banquette arrière divisée 60/40 à dossier rabattable • Phares antibrouillard • Roues de 15 po avec enjoliveurs
- Garantie limitée de 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur sans franchise

VOICI LA NOUVELLE CHEVROLET OPTRA



Modèle LS illustré

QUAND LE STYLE EUROPÉEN DEVIENT ABORDABLE.

179\$/mois**
Terme de 48 mois à la location
Transport et préparation inclus

OU à l'achat
16 188\$*
avec 0% financement*

- Moteur 2,0L DACT 4 cyl. de 119HP • Portes et vitres avant à commandes électriques • Lecteur CD à 4 haut-parleurs • Banquette arrière divisée à dossier rabattable • Garantie limitée de 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur sans franchise

LA TOUTE NOUVELLE CHEVROLET EPICA



Modèle LS illustré

«ELLE SE DISTINGUE PAR SES TOUCHES D'ÉLÉGANCE HABITUELLEMENT RÉSERVÉES À DES VOITURES BEAUCOUP PLUS ONÉREUSES.»
Autonet.qc.ca

239\$/mois**
Terme de 48 mois à la location
Transport et préparation inclus

OU à l'achat
19 998\$*

- Moteur 2,5L 6 cyl. en ligne de 155HP • Boîte automatique 4 vitesses
- Climatiser • Vitres, portes et rétroviseurs chauffants à commandes électriques • Roues de 15 po en alliage • Télédverrouillage
- Lecteur CD à 4 haut-parleurs • Garantie limitée de 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur sans franchise

LA TOUTE NOUVELLE CHEVROLET MALIBU MAXX



Modèle LT illustré

«...CHEVROLET JOUE UN RÔLE DE PRÉCURSEUR (...) EN LANCANT LA PREMIÈRE BERLINE HATCHBACK NORD-AMÉRICAINE DE CETTE DÉCENNIE.»
Guide de l'auto 2004

269\$/mois**
Terme de 48 mois à la location
Transport et préparation inclus

OU à l'achat
25 998\$*

- Moteur V6 3.5L avec boîte automatique 4 vitesses • Toit vitré fixe au-dessus du siège des passagers arrière avec pare-soleil rétractable
- Centralisateur informatique de bord • Pédales à réglage électrique
- Climatiser • Banquette arrière Multi-Flex à dossier divisée 60/40 rabattable
- Démarreur à distance posé en usine

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2004 en stock suivants: Optra⁵ (1JD48/R7A), Optra (1JD19/R7A), Epica (1VB69/R7A) et Malibu Maxx (1ZT68/R7A). Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Les frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits payables à la livraison. *À l'achat, préparation incluse. Transport (Optra, Optra⁵ et Epica: 930\$, Malibu Maxx: 900\$), immatriculation, assurance et taxes en sus. **À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois avec versement initial ou échange équivalent: Optra (1 899\$), Optra⁵ (3 164\$), Epica (2 778\$) et Malibu Maxx (2 848\$). À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 c de km après 80 000 km. Dépôt de sécurité payé par General Motors. Le dépôt ne sera pas remis au consommateur à la fin de la période de location. Première mensualité exigible à la livraison. *Taux de financement à l'achat de 0% pour des termes allant jusqu'à 48 mois (Malibu Maxx: 36 mois). Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre ni à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.

